



# **TRAJECTOIRE INTERSECTORIELLE D'INSALUBRITÉ MORBIDE VAUDREUIL-SOULANGES**

Les partenaires du Réseau Local de  
Services de Vaudreuil-Soulanges

Version amendée : Janvier 2018

Adoptée le 1<sup>er</sup> février 2018

Le présent document est le fruit de la réflexion de plusieurs partenaires du Réseau Local de Services de Vaudreuil-Soulanges qui, avec assiduité, se sont rencontrés d'octobre 2013 à juin 2015.

**Composition du comité intersectoriel :**

- |                        |   |
|------------------------|---|
| • Marie Boissonnault   | Conseillère-cadre, Réseau psychosocial adulte CISSS de la Montérégie-Ouest (CLSC de Vaudreuil-Dorion)                   |
| • Michel Plante        | Chef de division, ambulance CETAM   |
| • Bruno Beaulieu       | Sergent relation avec la communauté MRC de Vaudreuil-Soulanges, Sureté du Québec  |
| • Chantal Sauvé        | Intervenante logement social, GRAVES, désignée par la Corporation de développement communautaire de Vaudreuil-Soulanges |
| • Mariane Bastien      | Chef de service, Curateur public du Québec  |
| • Anick Courval        | Directrice du service d'urbanisme municipalité de St-Zotique  |
| • Pierre-Eric Dureault | Tpi, Coteau-du-Lac  |
| • Eric Flynn           | Tpi L'Île Perrot  |
| • Julie Dubois         | Tpi St-Polycarpe, Rivière-Beaudette, St-Clet, Ste-Marthe, Très-Saint-Rédempteur et Ste-Justine-de-Newton                |
| • Éric Martel          | Directeur adjoint, et Coordonnateur de la sécurité civile municipalité de Rigaud  |
| • Maxime Colbert       | Inspecteur en bâtiment pour Très-Saint-Rédempteur   |
| • John Boudreau        | Chef de division prévention, Vaudreuil-Dorion   |
| • Étienne Bergevin     | Directeur général adjoint et greffier Pincourt  |
| • Robert Grimaudo      | Maire de St-Lazare et membre table Sécurité civile et incendie  |
| • Yvan Cardinal        | Maire de Pincourt et membre table Sécurité civile et incendie   |
| • Hans Jr Gruenwald    | Maire de Rigaud et membre table Sécurité civile et incendie   |
| • Michel Vaillancourt  | Conseiller en prévention incendie MRC Vaudreuil-Soulanges   |
| • Jocelyn Cardinal     | Chef du bureau de projet MRC Vaudreuil-Soulanges  |
| • Myriam Tessier       | Organisatrice communautaire, CISSS de la Montérégie-Ouest (CLSC de Vaudreuil-Dorion)                                    |

Nous tenons également à remercier Madame Chantal St-Laurent, urbaniste, Madame Manon Anctil, du Curateur public du Québec, Monsieur Martin Nobert, préventionniste, ainsi que Monsieur David Morin, ancien directeur général de la municipalité de Très-Saint-Rédempteur, de leur implication dans cette trajectoire.

Nous avons également bénéficié de l'aide et du soutien de la création du comité à la livraison de ce présent document de Mesdames Chantal Bonneau et Diane Langlois de la Direction de la Santé Publique Montérégie.

Planification et rédaction : Marie Boissonnault,  
Myriam Tessier

Planification et animation : Myriam Tessier

Un merci spécial au CSSS Etchemin et CSSS de Pierre-Boucher pour nous avoir fourni le canevas de base pour l'élaboration de ce document.



# Table des matières

<b>MISE EN CONTEXTE .....</b>	<b>6</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>7</b>
<b>1. LA TERMINOLOGIE EN INSALUBRITÉ MORBIDE.....</b>	<b>8</b>
1.1 DÉFINITION DE L'INSALUBRITÉ MORBIDE .....	8
1.2 ACCUMULATION COMPULSIVE .....	8
1.3 ENCOMBREMENT ET INSALUBRITÉ MORBIDE .....	9
<b>2. CADRE LÉGISLATIF .....</b>	<b>11</b>
<b>2.1 LOIS ET RÈGLEMENTS DU RÉSEAU DE LA SANTÉ .....</b>	<b>11</b>
2.1.1 LOI SUR LA CURATEUR PUBLIC.....	11
<b>2.2 LOIS ET RÈGLEMENTS MUNICIPAUX .....</b>	<b>12</b>
2.2.1 LOI SUR LES COMPÉTENCES MUNICIPALES(LCM) .....	13
2.2.2 LOI SUR L'AMÉNAGEMENT ET D'URBANISME.....	14
2.2.3 LOI SUR LA SÉCURITÉ INCENDIE.....	14
2.2.4 LOI 122: RECONNAISSANCE DES MUNICIPALITÉS SONT DES GOUVERNEMENTS DE PROXIMITÉ ET À AUGMENTER À CE TITRE LEUR AUTONOMIE ET LEURS POUVOIR.....	14
<b>2.3 BALISES D'INTERVENTION .....</b>	<b>15</b>
<b>2.4 CONTRÔLE ANIMALIER .....</b>	<b>16</b>
<b>3. MODALITÉS DE COLLABORATION .....</b>	<b>18</b>
<b>4. ASPECTS ÉTHIQUES.....</b>	<b>19</b>
4.1 CONDUITE À TENIR .....	19
4.2 CONFIDENTIALITÉ ET SECRET PROFESSIONNEL .....	19
4.3 DIVULGATION OBLIGATOIRE ET DISCRÉTIONNAIRE D'INFORMATION CONFIDENTIELLE .....	19
<b>5. LA DÉNONCIATION .....</b>	<b>20</b>
5.1 QUI PEUT DÉNONCER UNE SITUATION D'INSALUBRITÉ?.....	20
5.2 DIVULGATION DISCRÉTIONNAIRE D'INFORMATION CONFIDENTIELLE .....	20
<b>6. RÔLES ET RESPONSABILITÉS DES PARTENAIRES INTERSECTORIELS .....</b>	<b>21</b>
6.1 SURETÉ DU QUÉBEC: .....	21
6.2 CETAM:.....	21
6.3 CURATEUR PUBLIC:.....	21
6.4 MUNICIPALITÉS .....	22
6.5 URBANISTE: .....	22

<b>6.6 PRÉVENTIONNISTE:</b> .....	<b>23</b>
<b>6.7 EQUIPE OUTREACH COMMUNAUTAIRE:</b> .....	<b>23</b>
<b>6.8 CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST (CLSC DE VAUDREUIL-DORION)</b> .....	<b>24</b>
<b>6.9 DIRECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE MONTÉRÉGIE:</b> .....	<b>25</b>
<b>6.10 PARTAGE DES RESPONSABILITÉS</b> .....	<b>25</b>
6.10.1 ÉVALUATION DU BÂTIMENT.....	25
6.10.2 ÉVALUATION DE LA PERSONNE .....	26
<b>7. LES TRAJECTOIRES D'INTERVENTIONS</b> .....	<b>26</b>
<b>7.1 LISTES DES ACRONYMES UTILISÉS DANS LES TRAJECTOIRES</b> .....	<b>26</b>
<b>7.2 TRAJECTOIRE D'INTERVENTION DANS LES SITUATIONS D'INSALUBRITÉ MORBIDE</b> .....	<b>28</b>
<b>7.3 TRAJECTOIRE D'INTERVENTION DANS LES SITUATIONS D'INSALUBRITÉ MORBIDE (SITUATION DE DANGERS)</b>	<b>29</b>
<b>8. SUIVI DES MODALITÉS DE COLLABORATION</b> .....	<b>30</b>
<b>9. DURÉE DES MODALITÉS DE COLLABORATION</b> .....	<b>31</b>
<b>CONCLUSION</b> .....	<b>31</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	<b>32</b>
<b>ANNEXE 1 - FICHE DE SIGNALEMENT EN SALUBRITÉ MORBIDE</b> .....	<b>34</b>
<b>ANNEXE 2 – PROJET DE RÉGLEMENTATION SUR LES NUISANCES</b> .....	<b>36</b>
<b>ANNEXE 3 – PLAN DE CONCERTATION INTERSECTORIELLE</b> .....	<b>54</b>
<b>ANNEXE 4 – PROTOCOLE P38</b> .....	<b>55</b>
<b>ANNEXE 5 – MODÈLE DE RÈGLEMENT SUR LE BIEN-ÊTRE LE CONTRÔLE DES ANIMAUX</b> .....	<b>62</b>

## MISE EN CONTEXTE

La trajectoire de services des dossiers d'insalubrité morbide de Vaudreuil-Soulanges présentée ci-dessous est le résultat nombreuses réflexions individuelles et discussions intersectorielles afin d'élaborer des pistes de solutions fonctionnelles et efficaces quant à la résolution de ces dossiers. Dès 2011, les préventionnistes des municipalités de Coteau-du-Lac, de Pincourt et de L'Île Perrot ont réalisé le besoin commun d'avoir une trajectoire identique pour les cas d'insalubrité morbide. Ils ont ensuite approché le CISSS de la Montérégie-Ouest (CLSC de Vaudreuil-Dorion) ainsi que des ambulanciers de la CETAM pour adresser les obstacles constatés et vécus sur le terrain. La difficulté d'intervenir par toutes les instances de même qu'une déficience en termes d'outils pour être en mesure d'intervenir adéquatement selon les compétences respectives de chacun s'avèrent des enjeux importants. Les acteurs qualifient alors les démarches de laborieuses, longues et peu efficaces. Est apparu le besoin, la volonté et l'importance d'interventions concertées.

Pour en arriver à des interventions concertées, une meilleure connaissance des rôles et responsabilités de chaque acteur pouvant contribuer à la mise en place de solution et d'outils mieux adaptés aux réalités du territoire de VS deviennent nécessaires.

C'est ainsi qu'en octobre 2013, le CISSS de la Montérégie-Ouest (CLSC de Vaudreuil-Dorion) réunissait des intervenants des milieux municipaux, policiers, ambulanciers, de la santé et des services sociaux, afin d'initier plus formellement une démarche concertée. Accompagné par la direction de la Santé publique qui agissait à titre de soutien-conseil, nous avons procédé à la mise en commun de nos connaissances et des façons de faire dans d'autres territoires.

Au terme de cette rencontre, il y a eu formation du comité Intersectoriel en insalubrité morbide de Vaudreuil-Soulanges composé de : CISSS de la Montérégie-Ouest (CLSC de Vaudreuil-Dorion), Prévention des incendies des municipalités de Coteau-du-Lac, Vaudreuil-Dorion et L'Île-Perrot, la Sûreté du Québec, la corporation de développement communautaire, les services d'urbanisme de Coteau-du-Lac et de St-Zotique, CETAM, Curateur public, Direction générale de la municipalité de Très-Saint-Rédempteur et de Pincourt. La MRC de Vaudreuil-Soulanges a agi comme facilitateur dans cette démarche entre les différents acteurs municipaux bien que chacune des municipalités et des villes de la MRC soient autonomes dans la gestion, l'application et l'adoption de règlements municipaux. Notons également que durant l'élaboration de cette trajectoire intersectorielle, d'autres partenaires se sont joints au comité en place tels que le service de prévention des incendies de Rigaud et les maires des municipalités de Saint-Lazare, Rigaud et Pincourt.

Nous tenons à remercier le CSSS Pierre-Boucher et le CSSS Etchemins pour leur soutien à notre démarche; cette trajectoire de collaboration intersectorielle s'inspire d'ailleurs en grande partie des protocoles mis en place par ces derniers avec les municipalités s'y rattachant.

# INTRODUCTION

L'objectif général de la démarche est de produire une trajectoire intersectorielle clarifiant le mandat, les rôles et les responsabilités de chaque instance et ainsi, nous donner une vision commune des actions à poser lors de ces situations

Plus spécifiquement, cette trajectoire intersectorielle vise à :

- ✓ Corriger ou réduire la situation d'insalubrité et améliorer la qualité de vie de la personne affectée et l'entourage
- ✓ Mettre en place les outils nécessaires au partenariat
- ✓ S'assurer du respect des lois en vigueur et de la confidentialité

Cette trajectoire intersectorielle est basée sur les principes suivants :

- ✓ Les partenaires ont une obligation de moyens plutôt que de résultats
- ✓ L'élaboration d'un plan d'action concerté avec les partenaires pour chacune des situations complexes d'obtenir les résultats souhaités
- ✓ La prévention de l'apparition et de la détérioration des situations en considérant le bien-être de la personne et de sa communauté

De plus, il est convenu entre les partenaires :

- ✓ Qu'à tout moment avant une dénonciation, des partenaires peuvent se parler d'un dossier sans renseignement nominatif afin de mieux connaître les situations, d'agir en amont, en réduire l'aggravation et rendre vivant le partenariat
- ✓ Que dès qu'un partenaire demande la présence d'un autre suite à l'évaluation de la situation, celui-ci se montre ouvert à se mobiliser dans les meilleurs délais
- ✓ Qu'un comité de suivi de cette trajectoire servira au partage des expériences qui va conditionner sa réussite.

# 1. LA TERMINOLOGIE EN INSALUBRITÉ MORBIDE

## 1.1 DÉFINITION DE L'INSALUBRITÉ MORBIDE

Voici la définition commune retenue par les partenaires intersectoriels en insalubrité morbide sur le territoire de Vaudreuil-Soulanges :

Il s'agit d'individus qui accumulent de façon excessive des objets hétéroclites menant à des conditions de vie insalubres dans leur domicile. Ces comportements, lorsqu'ils dégénèrent en des situations d'insalubrité majeure du domicile, peuvent entraîner des risques à la santé et à la sécurité pour la personne atteinte, les voisins, les proches et les intervenants. Il est alors convenu d'utiliser le terme d'insalubrité morbide. *Direction de la Santé Publique de la Montérégie 2013*

## 1.2 ACCUMULATION COMPULSIVE

L'accumulation compulsive de choses inutiles ("hoarding disorder") constitue un nouveau trouble psychiatrique dans la 5<sup>ième</sup> édition du Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux (1) (DSM-5) publié par l'American Psychiatric Association (APA) en mai 2013.

« Bien que les choses s'empilent, accaparant les espaces de vie, les personnes qui accumulent de façon compulsive refusent de s'en départir. Dans certains cas, elles ne reconnaissent simplement pas le chaos et le désordre comme un problème. (...) *L'accumulation excessive est parfois appelée syllogomanie.* »<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup>:<http://www.psychomedia.qc.ca/>

### 1.3 ENCOMBREMENT ET INSALUBRITÉ MORBIDE

Voici un tableau résumé des principaux indices de situations d'encombrement et de situations d'insalubrité morbide.

Quoiqu'elles doivent être adressées pour éviter l'aggravation, les situations d'encombrement ne sont pas visées par la trajectoire de concertation intersectorielle présentée plus loin à la section ***trajectoires d'intervention lors de situations d'insalubrité morbide*** (p.26 et 27) Les façons de faire des services réguliers peuvent en général répondre adéquatement à ces situations.

	DÉSORDRE/ENCOMBREMENT	INSALUBRITÉ MORBIDE
EFFET DU TEMPS SUR LA SITUATION	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Une ampleur</li> <li>✓ Une chronicité</li> <li>○ Le risque d'incendie peut être élevé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Une détérioration</li> <li>✓ Une chronicité</li> </ul>
LE LOGEMENT (Condition générale)	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Logement (très) encombré, mais relativement fonctionnel et propre.</li> <li>✓ Surface de plancher dégagée par endroits pour se déplacer.</li> <li>✓ Parfois, c'est une pièce qui est très encombrée (inaccessible)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Accès au logement difficile :</li> <li>✓ Difficulté d'accès aux pièces du logement et à la circulation dans les corridors.</li> <li>✓ Intérieur désorganisé : tout est sens dessus dessous</li> </ul>
LE LOGEMENT (éléments de description)	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Accumulation organisée ou non : Souvent présence d'une thématique d'objets : journaux, contenants en plastiques, circulaires, etc.</li> <li>✓ Présence de beaucoup de boîtes et d'empilement.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Accumulation désorganisée : déchets, toute sorte d'objets hétéroclites.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Cuisine généralement fonctionnelle (four, évier)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Ce qui sert à l'hygiène est souvent non fonctionnel : éviers, lavabos, baignoires, toilettes : cassés ou bouchés.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Logement sale et poussiéreux; les insectes qu'on peut y retrouver sont des poissons d'argent ou des punaises de lit.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Logement insalubre : risque élevé de présence d'insectes volants (mouches) et rampants (vers, larves) et de punaises de lit.</li> <li>✓ Présence d'excréments possible</li> <li>✓ Odeur parfois forte et repoussante dans le logement.</li> </ul>

HYGIÈNE DE LA PERSONNE		<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Négligence environnementale et corporelle.</li> <li>✓ La personne peut dégager une odeur suscitant l'évitement, le rejet ou l'exclusion.</li> </ul>
CONSTATS	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'encombrement est plus toléré et tolérable pour le voisinage.</li> <li>✓ Ces personnes sont, de prime abord, réfractaires à recevoir de l'aide, mais moins que dans les cas d'insalubrité morbide.</li> <li>✓ Parce qu'elles sont moins désorganisées, il est en général plus facile d'entrer en contact avec ces personnes qui ont un meilleur état de santé que dans les cas d'insalubrité.</li> <li>✓ Ces situations peuvent évoluer vers un syndrome d'insalubrité morbide.</li> <li>✓ La présence d'animaux complexifie l'intervention.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Ces personnes connaissant peu leurs droits.</li> <li>✓ Elles ne demandent pas d'aide et font le déni de leur situation. De fait, ces personnes sont réfractaires à recevoir de l'aide ou collaborent de façon mitigée, si elles en sont obligées par la Ville ou par les propriétaires.</li> <li>✓ La présence d'animaux complexifie l'intervention.</li> <li>✓ La situation d'insalubrité morbide génère de la répulsion, de l'impuissance et parfois du découragement chez les gens qui en sont témoins.</li> </ul>

D'un point de vue santé publique, c'est une problématique intersectorielle où tous les facteurs d'insalubrité devraient entraîner une intervention visant à les éliminer ou à les réduire, et ce, sans avoir à démontrer ou attendre que les personnes exposées soient malades.

## 2. CADRE LÉGISLATIF

Pour intervenir en matière d'insalubrité morbide, tous les intervenants disposent d'un cadre législatif qui leur est propre. Toutefois, les dispositions du *Code Civil du Québec*<sup>2</sup> peuvent toujours trouver application.

### 2.1 LOIS ET RÈGLEMENTS DU RÉSEAU DE LA SANTÉ

La Loi sur les services de santé et les services sociaux<sup>3</sup> et la Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui<sup>4</sup> sont les deux principales lois sur lesquelles s'appuient les interventions des professionnels du réseau de la santé dans les situations d'insalubrité morbide.

De plus, les dispositions de l'article 12 du Code civil du Québec sont applicables lorsque les droits reconnus à toute personne dans la LSSSS sont exercés par un représentant. (Voir annexe 5)

La *Loi sur la Curateur public*<sup>5</sup> peut aussi trouver application.

#### 2.1.1 Loi sur la Curateur public

La Loi sur le Curateur public ne prévoit pas de disposition particulière en matière d'insalubrité. Lorsqu'une personne est déclarée inapte et que le Curateur public est nommé représentant légal<sup>6</sup>, ce dernier doit voir au bien-être moral et matériel de la personne inapte. Toutes décisions prises qui la concernent sont prises dans son intérêt, le respect de ses droits et la sauvegarde de son autonomie<sup>7</sup>. Nous soulignons que ces considérations sont valables pour tous les représentants légaux.

Par ailleurs, lorsque le Curateur public est le représentant légal, il consent à l'accès au dossier de la personne qu'il représente.

---

<sup>2</sup> RLRQ c. C-1991 (ci-après « C.c.Q. »).

<sup>3</sup> RLRQ, c. S-4.2 (ci-après « LSSSS »).

<sup>4</sup> RLRQ, c. P. 38.001 (ci-après « P-38 »).

<sup>5</sup> RLRQ, c. C-81 (ci-après « LCP »).

<sup>6</sup> Art. 260 C.c.Q.

<sup>7</sup> Art. 257 C.c.Q.

Lorsque le Curateur public n'est pas le représentant légal et qu'un proche de la personne agit à ce titre, le Curateur public exerce un rôle d'information, de support aux représentants légaux et conseils de tutelle, ainsi que de surveillance à l'égard de ce proche. Si la personne inapte vit des problèmes d'insalubrité, le Curateur public doit alors exiger que le représentant légal prenne des mesures pour assurer la sécurité ou le bien être de la personne inapte si ce n'est pas fait.

Le Curateur public peut même demander le remplacement d'un représentant légal ou la révocation d'un mandat si l'un ou l'autre refuse de s'exécuter<sup>8</sup>.

Notons qu'il est possible de savoir si une personne est sous régime de protection et quel est son type de régime (tutelle ou curatelle, privée ou publique). Ces informations sont disponibles sur le site Internet du Curateur public du Québec, au [www.curateur.gouv.qc.ca](http://www.curateur.gouv.qc.ca), dans la section "Registre des régimes de protection".

Lorsqu'une situation d'insalubrité morbide se présente et qu'aucun régime de protection n'a été ouvert pour la personne concernée, le Curateur public interpelle, lorsqu'il reçoit un signalement, l'accueil psychosocial du CISSS de la Montérégie-Ouest (CLSC de Vaudreuil-Dorion) afin que l'évaluation de l'inaptitude et du besoin de protection soit réalisée.

Suivant cette étape, le CISSS de la Montérégie-Ouest (CLSC de Vaudreuil-Dorion) évalue l'opportunité de demander l'ouverture d'un régime de protection pour la personne et s'il y a lieu, le CISSS de la Montérégie-Ouest (CLSC de Vaudreuil-Dorion) transmet son rapport au Curateur public. Celui-ci pourra agir en gestion d'affaire ou demander des mesures de protection provisoires au Tribunal advenant un préjudice grave au patrimoine de la personne. Il peut aussi intervenir sur signalement, en vertu du pouvoir d'enquête qu'il détient.

Pour plus d'information relativement au Curateur public du Québec, vous pouvez consulter le site web de ce dernier au [www.curateur.gouv.qc.ca](http://www.curateur.gouv.qc.ca).

## **2.2 LOIS ET RÈGLEMENTS MUNICIPAUX**

Les municipalités du Québec possèdent des pouvoirs d'intervention au niveau de l'état du bâtiment, de la situation de salubrité à l'intérieur du bâtiment ainsi qu'à la gestion des nuisances sur le terrain. Ces dernières tirent leurs pouvoirs notamment de la *Loi sur les compétences municipales*<sup>9</sup>, et de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*<sup>10</sup>. En cas d'urgence au sens de la *Loi sur la sécurité incendie*<sup>11</sup>, cette dernière peut trouver application.

---

<sup>8</sup> Art. 22 LCP et art. 251 C.c.Q.

<sup>9</sup> RLRQ., ch. C-47.1 (ci-après « LCM »).

<sup>10</sup> RLRQ., ch. A-19.1 (ci-après « LAU »).

<sup>11</sup> RLRQ., ch. S-3.4 (ci-après « LSI »).

Par ailleurs, il est à noter qu'en matière d'insalubrité, le *Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec* peut aussi être interpellé si la santé ou le bien-être des animaux sont menacés.

### 2.2.1 Loi sur les compétences municipales (LCM)

La LCM permet aux municipalités d'intervenir en matière d'insalubrité et de nuisances. Pour ce faire, les municipalités doivent avoir adopté un règlement à cet effet.<sup>12</sup>

En vertu de cette loi, les municipalités ayant adopté un règlement à cet effet peuvent faire cesser les causes d'insalubrité et de nuisances. Pour ce faire, ces dernières doivent faire parvenir une mise en demeure au propriétaire ou à l'occupant de l'immeuble, lui enjoignant de faire disparaître la cause d'insalubrité ou de nuisance.<sup>13</sup>

En vertu de l'article 57 de la LCM, elles peuvent aussi demander à ce que les travaux soient exécutés nécessaires pour empêcher que la cause ne se manifeste à nouveau.

L'article 58 mentionne que :

*« Si le propriétaire ou l'occupant de l'immeuble ne se conforme pas à la mise en demeure donnée en application de l'article 57 dans le délai qui y est mentionné, un juge de la Cour supérieure siégeant dans le district où l'immeuble est situé peut, sur requête présentée même en cours d'instance, lui enjoindre de prendre les mesures requises pour faire disparaître la cause d'insalubrité dans un délai qu'il détermine ou empêcher qu'elle ne se manifeste à nouveau, et ordonner qu'à défaut de ce faire, la municipalité pourra elle-même prendre les mesures requises aux frais du propriétaire ou de l'occupant. Lorsque le propriétaire et l'occupant de l'immeuble sont inconnus, introuvables ou incertains, le juge peut autoriser la municipalité à rependre sur-le-champ les mesures requises pour remédier à la situation et à en réclamer éventuellement le coût au propriétaire ou à l'occupant ».*

En matière d'insalubrité la LCM peut servir de pierre d'assise pour justifier l'intervention d'une municipalité. Par contre, d'autres aspects doivent aussi être pris en considération comme la sécurité et le bien-être du citoyen impliqué.

---

<sup>12</sup> Articles 55 et 59 LCM. Un règlement ayant été adopté sous l'égide de la *Loi sur les cités et villes*, L.R.Q., c ou sous le *Code municipal*, RLRQ, c. est aussi valide dans la mesure qu'il respecte les paramètres de la LCM.

<sup>13</sup> Art.57 LCM.

### **2.2.2 Loi sur l'aménagement et d'urbanisme**

La *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* prévoit certaines mesures afin d'assurer la salubrité des bâtiments.

À cet effet, les municipalités peuvent adopter un règlement prescrivant des mesures relatives à l'occupation et l'entretien des bâtiments.<sup>14</sup> Ledit règlement peut servir de cadre afin de déterminer les actions à entreprendre afin d'exiger la réparation, la réfection ou l'entretien du bâtiment.

Ledit règlement n'est sujet à aucune consultation ou approbation de la population.

Un recours peut être entrepris devant la Cour supérieure advenant le cas où la réglementation n'était pas suivie. Ce dernier peut être jumelé avec les articles 227 ou 231 LAU, afin d'obtenir d'autres types d'ordonnances pouvant aller jusqu'à la démolition du bâtiment.

### **2.2.3 Loi sur la sécurité incendie**

Les dispositions de la LSI peuvent parfois être d'une aide lorsque nous faisons face à un sinistre nécessitant une urgence d'agir.<sup>15</sup>

Cependant et en règle général, une autorisation des tribunaux est nécessaire afin d'entreprendre toutes mesures relatives à un bâtiment.<sup>16</sup>

### **2.2.4 Loi 122: Reconnaissance des municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoir**

Sanctionné depuis Juin 2017, cette loi a notamment modifié et bonifié les pouvoirs des municipalités relativement à l'entretien et l'occupation d'un bâtiment.

---

<sup>14</sup> Art.145.41 LAU.

<sup>15</sup> Art. 40 LSI.

<sup>16</sup> Art. 6 LSI.

Ainsi on prévoit que, dans le cas où un propriétaire refuse ou néglige de se conformer à un avis transmis par la municipalité et qui vise, en cas de vétusté ou de délabrement d'un bâtiment, des travaux de réfection, de réparation ou d'entretien requis pour respecter les normes et la réglementation, il est maintenant possible pour la municipalité de faire inscrire un avis de détérioration de l'immeuble au registre foncier.

Il devient aussi possible pour une municipalité d'acquérir, de gré à gré ou par expropriation, un immeuble sur lequel un avis de détérioration est inscrit au registre foncier depuis au moins 60 jours, si les travaux correctifs n'ont pas été effectués et si l'état de délabrement de l'immeuble présente un risque pour la santé ou la sécurité des personnes. La municipalité peut ensuite aliéner l'immeuble à un tiers, à titre onéreux à toute personne ou à titre gratuit à certaines personnes (visées par la loi sur les cités et villes).

## 2.3 BALISES D'INTERVENTION

Dans la grande majorité des cas, les personnes vivant dans des conditions d'insalubrité morbide sont en déni du problème. Qui plus est, la littérature, peu abondante concernant ces situations, nous indique que les personnes touchées sont, la plupart du temps, réfractaires non seulement à recevoir de l'aide, mais d'abord et avant tout à en demander. En vertu de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*, le consentement constitue une balise essentielle pour établir toute relation entre une personne et le réseau sociosanitaire.

En somme, au sens de la LSSSS, si une personne apte à prendre ses décisions est volontaire à recevoir des services et que l'évaluation permet d'identifier une situation problématique pour laquelle une intervention sociale ou biomédicale pourrait apporter une correction, l'accès à ces services lui est garanti par le réseau sociosanitaire.

Toutefois, une personne qui n'est pas volontaire à recevoir des services et qui semble apte à prendre ses décisions ne peut être contrainte à en recevoir. Dès lors que la création d'une alliance avec ces personnes comme solution viable à long terme s'avère impossible, c'est en vertu du *Code Civil du Québec* qu'il est permis d'envisager la dispensation des services à des personnes non volontaires. Dans le cas de danger grave et immédiat, d'atteinte à l'intégrité de la personne envers soi-même ou envers les autres, il faut demander au service de police de contraindre la personne à se rendre en milieu hospitalier pour y être examinée. Dans toutes les autres situations de danger non immédiat, une demande d'ordonnance à la cour peut être adressée à un juge afin d'obtenir l'autorisation de donner les soins et les services, en absence de consentement. Toutefois, comme il s'agit d'une atteinte aux droits fondamentaux de la personne, les autorités concernées et les tribunaux utilisent ces mesures avec parcimonie, c'est-à-dire lorsque toute tentative de recherche de représentants n'a pas donné les résultats escomptés.

Dans le cas où une personne présente un danger pour elle-même ou pour autrui, c'est la *Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elle-même ou pour autrui* qui s'applique. Les intervenants du centre de crise et de prévention du suicide (Le Tournant) et les policiers de la Sûreté du Québec sont habilités à évaluer la gravité du danger ou son caractère immédiat afin, le cas échéant, de procéder aux interventions prescrites par cette loi. (annexe 4)

Ce qu'il faut en comprendre, c'est que pour utiliser la contrainte, il faut réunir deux éléments soit :

1. La présomption que l'état mental perturbé ou altéré de la personne présente un danger grave et que la personne représente un risque pour elle-même ou pour autrui;
- ou
2. La présomption que ce danger est immédiat pour la personne ou pour autrui et qu'une intervention est nécessaire.

## **2.4 CONTRÔLE ANIMALIER**

Dans les dossiers d'insalubrité morbide, la condition et le nombre d'animaux sont souvent des enjeux. Lorsque la municipalité n'a pas d'entente particulière avec un organisme spécialisé en contrôle animalier, deux organismes ont des pouvoirs d'agir selon leur mandat respectif; la SPCA (Société pour la prévention de la cruauté envers les animaux) et le MAPAQ (Ministère de l'agriculture, pêche et alimentation du Québec)

Ainsi la SPCA prévoit certaines dispositions législatives en limitant le nombre d'animaux domestiques et en précisant la nature des soins à prodiguer à ces derniers. Des procédures pénales sont alors appliquées allant d'une amende à payer jusqu'au retrait des animaux. Voir annexe 5.

Par ailleurs, il est à noter qu'en matière d'insalubrité, le Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec peut aussi être interpellé dans certains cas de zoonoses ou si la santé ou le bien-être des animaux sont menacés. En effet, les propriétaires d'animaux ont des responsabilités quant aux soins à prodiguer aux animaux. Un mécanisme de plainte est à la disposition de tout citoyen qui est témoin de maltraitance animale; le MAPAQ a alors un rôle de veiller sur la santé et le bien-être animal.<sup>17</sup> En cas de maltraitance des animaux, des procédures pénales sont enclenchées allant jusqu'au retrait des animaux.

---

<sup>17</sup> <http://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Productions/santeanimale/Pages/Santeanimale.aspx>



### 3. MODALITÉS DE COLLABORATION

L'ensemble des partenaires du réseau local de services (RLS), dont les intervenants du CISSS de la Montérégie-Ouest (CLSC de Vaudreuil-Dorion), ont une **obligation de moyens** plutôt que de résultats.

Dans la grande majorité des cas, les personnes vivant dans des conditions d'insalubrité morbide sont en déni du problème. Qui plus est, la littérature, peu abondante concernant ces situations, nous indique que les personnes touchées sont, la plupart du temps, réfractaires non seulement à recevoir de l'aide, mais d'abord et avant tout à en demander.

Parmi les moyens, l'élaboration d'un **plan de concertation intersectorielle (annexe 3)** avec les partenaires requis est un incontournable, dans le respect des mandats de chacun et des règles de confidentialité puisque les situations d'insalubrité morbide sont complexes et impliquent des enjeux légaux. Cette étape de concertation permet, à partir d'une vision commune de la situation, de rechercher les solutions les plus appropriées pour la personne et son entourage. L'utilisateur peut être ou non présent à l'élaboration du plan de concertation intersectorielle.

A tout moment avant la dénonciation d'une situation à la municipalité, des partenaires peuvent se parler d'une situation d'insalubrité sans renseignement nominatif afin de mieux cerner les enjeux d'une situation, d'agir en amont, suggérer des pistes de solutions, obtenir de l'information utile pour le dénouement d'une situation, etc

Le succès de l'intervention repose sur la mise en commun de l'expertise municipale et psychosociale. Le maintien à domicile sécuritaire est la visée du plan d'action: la résolution de la problématique d'insalubrité morbide ne devrait pas être la finalité des interventions concertées. Dès qu'un partenaire demande la présence d'un autre partenaire suite à l'évaluation ou la réévaluation de situation d'insalubrité morbide, ce dernier se montre ouvert à se mobiliser dans les meilleurs délais.

## 4. ASPECTS ÉTHIQUES

### 4.1 CONDUITE À TENIR

En présence d'une personne dans le besoin, l'intervenant peu importe sa provenance devrait adopter une conduite qui s'inspire des balises suivantes :

- ✓ Agir avec diplomatie, c'est-à-dire adopter une attitude qui évite la confrontation.
- ✓ Respecter l'autonomie du client même s'il ne semble pas toujours en faire un usage judicieux.
- ✓ Identifier quelques objectifs d'intervention et s'en tenir à ces objectifs.
- ✓ Éviter de s'engager dans une « réforme globale » des habitudes de vie du client mais privilégier la résolution de problèmes ponctuels.
- ✓ Accompagner la personne confrontée aux limites de son environnement et l'aider dans ses démarches pour trouver un nouveau logement dans l'hypothèse d'une éviction.
- ✓ Dispenser l'aide à la personne sans compromis au niveau de l'intégrité professionnelle.

### 4.2 CONFIDENTIALITÉ ET SECRET PROFESSIONNEL

Dans le cadre de la trajectoire intersectorielle dans les situations d'insalubrité morbide, les policiers de la Sûreté du Québec (SQ), les ambulanciers des services pré-hospitaliers de la Montérégie (CETAM), les intervenants du CISSS de la Montérégie-Ouest (CLSC de Vaudreuil-Dorion) pourront divulguer à la municipalité l'adresse pour laquelle un doute raisonnable d'une situation d'insalubrité potentielle et ce dans le but que la municipalité puisse évaluer le bâtiment et rendre accessible l'aide nécessaire à la personne.

### 4.3 DIVULGATION OBLIGATOIRE ET DISCRÉTIONNAIRE D'INFORMATION CONFIDENTIELLE

Chaque partenaire doit faire le lien avec son établissement/employeur afin de connaître les règles qui encadrent la divulgation de données confidentielles obligatoires et discrétionnaires.

Le but de la divulgation est d'assurer la santé, la sécurité et l'intégrité de la personne et doit se faire dans le respect des règles établies.

## 5. LA DÉNONCIATION

### 5.1 QUI PEUT DÉNONCER UNE SITUATION D'INSALUBRITÉ?

Il arrive que les policiers suite à un appel, dans le cadre d'une enquête ou d'une intervention soient les premiers à prendre connaissance d'une situation d'insalubrité. Ou encore, ce sera le service d'urbanisme et/ou de prévention incendie qui dans le cadre de ses activités auront à pénétrer dans un logement insalubre. Des ambulanciers interviennent également auprès de personnes qui nécessitent des soins de manière urgente et constatent qu'elles habitent dans des conditions d'insalubrité.

Toute personne (incluant un voisin, un membre de la famille) est habilitée à dénoncer une situation lorsqu'elle croit que la santé et l'intégrité d'une personne sont compromises (charte des droits et liberté, art 2 « obligation de porter secours à la personne »)

Comme l'évaluation de la sécurité et la salubrité d'un bâtiment relève des compétences municipales il en va de soi que la municipalité soit informée de tout doute raisonnable quant à la sécurité et /ou la salubrité du bâtiment pour pouvoir en faire l'évaluation.

### 5.2 DIVULGATION DISCRÉTIONNAIRE D'INFORMATION CONFIDENTIELLE

Tout intervenant qui a raison de croire que la santé ou la sécurité d'une personne ou son entourage immédiat (plusieurs logements) est à risque peut en informer la municipalité concernée.

✓ *Seule l'adresse est transmise à la municipalité.*

Pour dénoncer une situation, composez 311

Ce service municipal dirigera votre demande à la municipalité concernée

## 6. RÔLES ET RESPONSABILITÉS DES PARTENAIRES INTERSECTORIELS

### 6.1 SURETÉ DU QUÉBEC:

Les policiers de la Sûreté du Québec de la MRC de Vaudreuil-Soulanges signaleront aux autorités municipales compétentes les situations d'insalubrité morbide tout en mettant en application l'un de leurs mandats, soit de protéger les personnes ainsi que les biens dans les situations où l'état mental, psychologique et/ou physique de celles-ci représente un risque ou un danger pour elles-mêmes ou pour autrui.

### 6.2 CETAM:

Le rôle d'un paramédic consiste à administrer à un utilisateur de services les soins que requiert son état, selon ses compétences et les protocoles établis et à le transporter de façon sécuritaire dans un établissement de santé, selon les protocoles et procédures en vigueur.

Un paramédic assume les fonctions d'évaluation et de stabilisation de l'utilisateur de services selon les protocoles et les ressources mises à sa disposition dans le but de prévenir une détérioration de sa condition jusqu'à ce qu'il puisse recevoir les soins médicaux appropriés.\*»

Dans le cadre de la trajectoire dans les dossiers d'insalubrité, les paramedics de la CETAM compléteront un formulaire où l'adresse sera dénoncée. Ce formulaire sera ensuite acheminé au service préhospitalier du CISSS de la Montérégie-Centre qui à leur tour le fera parvenir au 3-1-1.

### 6.3 CURATEUR PUBLIC:

En plus de représenter les personnes sous régime de protection (*tutelle ou curatelle*), le Curateur public peut jouer plusieurs rôles relativement aux *mesures privées* de protection (tutelle, curatelle ou mandat en cas d'incapacité):

- ✓ il intervient lors de la procédure d'ouverture d'un régime de protection quand la situation le justifie;
- ✓ il informe les tuteurs et les curateurs qui le requièrent de la façon de remplir leurs obligations et les assiste au besoin, tout en exerçant une surveillance sur leur administration;
- ✓ À l'égard du mandat en cas d'incapacité, le Curateur public peut jouer plusieurs rôles: il peut contester les preuves d'incapacité au moment de la procédure d'homologation du mandat par le tribunal, si on lui a signalé un abus. Il peut

aussi, en cas de demande de révocation du mandat, faire valoir les motifs qui, à son avis, justifient la fin du mandat et la mise sous tutelle ou curatelle.

- ✓ il a un pouvoir d'enquête qu'il peut utiliser de sa propre initiative ou sur demande, par exemple lorsqu'un citoyen lui signale toute situation d'abus touchant :
  - les biens d'un mineur,
  - une personne sous régime de protection,
  - une personne pour laquelle un mandat en prévision de l'incapacité a été homologué.<sup>18</sup>

*Voir la section législative pour son rôle et application de la loi sur la Curatelle Public*

## 6.4 MUNICIPALITÉS

Évalue la sécurité et la salubrité d'un *bâtiment* à l'aide de critères de sécurité et de salubrité

- ✓ informe l'occupant et/ou le propriétaire des conclusions de l'évaluation du bâtiment
- ✓ remet l'avis d'infraction à l'occupant, s'il y a lieu
- ✓ informe l'occupant et/ou le propriétaire des attentes municipales relatives à la sécurité et à la salubrité du bâtiment, des conséquences de l'accumulation excessive et des délais de correction
- ✓ fait le suivi des mesures correctives à apporter par l'occupant
- ✓ complète la fiche de signalement (annexe 1) et l'envoie par télécopieur au guichet d'accès santé mental au 450-455-8162
- ✓ informe l'occupant que de l'aide du CLSC est possible et prend des arrangements, via la rencontre de concertation intersectorielle, pour une visite conjointe
- ✓ accompagne l'intervenant sur les lieux pour sa première visite et à sa demande, pour toute autre visite subséquente

## 6.5 URBANISTE:

L'urbaniste est le spécialiste de l'aménagement du territoire et est obligatoirement membre de l'Ordre des urbanistes du Québec. Il élabore, coordonne, supervise et vérifie les instruments de planification et de réglementation en matière d'urbanisme.<sup>19</sup>

---

<sup>18</sup> <https://www.curateur.gouv.qc.ca/cura/fr/majeur/incapacite/role/index.html>

<sup>19</sup> <http://www.ouq.qc.ca/profession/l-urbaniste-que-fait-il>

Dans la présente trajectoire, l'urbaniste dans certaines municipalités est responsable du suivi du dossier d'insalubrité. Il s'assure aussi de la conformité du bâtiment en lien avec la loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

## **6.6 PRÉVENTIONNISTE:**

Le technicien en prévention des incendies est spécialisé en prévention des risques d'incendie et de sinistre. Ses tâches sont multiples : effectuer des inspections, voir au respect des normes de sécurité et évaluer les risques potentiels associés aux incendies, aux matières dangereuses et aux autres sinistres. Le technicien en prévention des incendies prépare et conçoit des plans d'évacuation et des programmes d'intervention d'urgence. Son rôle est d'informer, de conseiller et de sensibiliser autant les citoyens que les employés d'une entreprise sur les mesures de sécurité. Son travail consiste entre autres à élaborer des méthodes de recherche et d'enquêtes sur les incendies et des plans municipaux ou régionaux de mesures d'urgence.<sup>20</sup>

Dans la présente trajectoire, le préventionniste détient un rôle d'évaluateur de la sécurité du bâtiment pour plusieurs municipalités dans la MRC de Vaudreuil-Soulanges. Le cas échéant il acheminera ensuite la fiche de signalement (annexe 1) au CISSS de la Montérégie-Ouest (CLSC de Vaudreuil-Dorion) lorsqu'un cas d'insalubrité morbide est confirmé.

## **6.7 EQUIPE OUTREACH COMMUNAUTAIRE:**

Composé de travailleurs de milieu et de travailleurs de rue, cette équipe soutient les intervenants municipaux (inspecteurs, préventionnistes, urbanistes) dans leur approche et leurs interventions auprès de la population touchée par cette problématique. Leurs rôles et objectifs d'intervention visent à:

- En complémentarité avec la personne-ressource identifiée au CISSMO, repérer et dépister la clientèle vulnérable ou à risque de fragilisation;
- Accompagner la personne visée dans une démarche de connexion ou reconnexion aux ressources vers la réintégration sociale
- Contribuer au plan intersectorielle selon leur cadre de pratique et en tenant compte des paramètres de la confidentialité
- Soutenir les partenaires tout en respectant la mission et valeur de leur organisme respectif
- Sensibiliser , informer et faciliter la compréhension des rôles et responsabilités de chacun des partenaires impliqués

---

<sup>20</sup><http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/securite-civile/activites-evenements/colloque-sci/2015/conferenciers/technicien-en-prevention-incendie.html>

## 6.8 CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST (CLSC DE VAUDREUIL-DORION)

D'une part, le Ministère a mis en place les réseaux locaux de services et a confié aux CISSS la responsabilité de s'assurer de la réponse aux besoins des populations résidant sur leur territoire. À cet effet, les CISSS sont responsables de définir un projet clinique et organisationnel. Pour ce faire, ils mobilisent les établissements offrant des services spécialisés et surspécialisés, les divers groupes professionnels, les organismes communautaires, les entreprises d'économie sociale, les ressources privées et les intervenants des autres secteurs d'activité ayant une incidence sur les services de santé et les services sociaux et s'assurent de leur participation. Le projet clinique et organisationnel s'appuie notamment sur les orientations ministérielles et régionales.

D'autre part, les responsabilités des CISSS sont de promouvoir la santé et le bien-être; accueillir, évaluer et diriger les personnes et leurs proches vers les services requis et de prendre en charge, accompagner et soutenir les personnes vulnérables. En tant qu'établissements, ils doivent également offrir une gamme de services généraux de santé et de services sociaux et certains services spécialisés. Par ailleurs, afin de couvrir l'ensemble des besoins de sa population qu'il ne peut combler à lui seul, le CISSS doit conclure des ententes de services avec d'autres partenaires (cliniques médicales, groupes de médecine de famille, centres jeunesse, centres de réadaptation, organismes communautaires, centres hospitaliers universitaires, etc.).

Dans le cadre des interventions dispensées dans les dossiers d'insalubrité morbide, le CISSS de la Montérégie-Ouest (CLSC de Vaudreuil-Dorion):

- ✓ Reçoit les fiches de signalement au guichet d'accès santé mentale adulte au numéro de télécopieur suivant: 450-455-8162
- ✓ La personne liaison du guichet d'accès en santé mental)e assure et facilite les communications internes et externes:
  - prend contact avec le référent
  - mobilise les partenaires internes et externes en organisant, animant et coordonnant les rencontres de concertation intersectorielle.
  - rédige le plan de concertation intersectorielle durant la rencontre et le fait parvenir aux participants impliqués dans le plan d'action retenu
  - dépose au dossier communautaire du CLSC concertation intersectorielle insalubrité morbide le plan de concertation intersectorielle
  - relaye toute nouvelle information pertinente, en tenant compte des paramètres de la confidentialité
  - assigne le dossier directement à l'intervenants psychosocial du secteur approprié
- ✓ Pour les programmes et direction autres que les secteurs psychosocial adulte et de santé mentale adulte pouvant être concernés, la personne liaison réfère aux coordonnateurs cliniques de chaque secteur.

- analyse le fonctionnement intersectoriel et apporte les suggestions nécessaires à son amélioration

## **6.9 DIRECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE MONTÉRÉGIE:**

La mission de la DSP est de maintenir et améliorer la santé de la population par des interventions de promotion, prévention et protection. Elle assure également une surveillance continue de l'état de santé de celle-ci.

De façon plus précise, la DSP a le mandat d'assumer les responsabilités qui lui sont dévolues par la Loi sur la santé publique, la Loi sur la santé et la sécurité du travail, le Règlement sur la qualité de l'eau potable et tout particulièrement la Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux. Ses responsabilités se résument ainsi :

- Informer la population de l'état de santé général des individus qui la composent, des problèmes de santé prioritaires, des groupes les plus vulnérables, des principaux facteurs de risque et des interventions qu'elle juge les plus efficaces; en suivre l'évolution et, le cas échéant, faire les études et les recherches nécessaires à cette fin.
- Identifier les situations susceptibles de mettre en danger la santé de la population et assurer la mise en place des mesures nécessaires à sa protection.
- Assurer une expertise en prévention et en promotion de la santé et conseiller le CISSS de la Montérégie-Ouest (CLSC de Vaudreuil-Dorion) sur les services préventifs utiles à la réduction de la mortalité et de la morbidité évitables.
- Identifier les situations pour lesquelles une action intersectorielle s'impose pour prévenir les maladies, les traumatismes ou les problèmes sociaux ayant un impact sur la santé de la population et, lorsqu'elle le juge approprié, prendre les mesures nécessaires pour favoriser cette action.

## **6.10 PARTAGE DES RESPONSABILITÉS**

### **6.10.1 Évaluation du bâtiment**

Il est convenu que l'évaluation de la sécurité du bâtiment se fait par la municipalité (préventionniste et/ou urbaniste et/ou inspecteur municipal) avec ou sans la collaboration de la personne-ressource du CISSSMO.

## 6.10.2 ÉVALUATION DE LA PERSONNE

Il est convenu que la situation de la personne dans le besoin se fera par les professionnels du CISSS de la Montérégie-Ouest (CLSC de Vaudreuil-Dorion).

- Il est important de préciser que tout au long du processus la communication entre les instances demeure la pierre angulaire et gage de réussite afin de favoriser la concertation entre les partenaires du RLS

## 7. LES TRAJECTOIRES D'INTERVENTIONS

Les deux algorithmes qui suivent expliquent la trajectoire intersectorielle des dossiers en insalubrité morbide:

La trajectoire d'intervention dans les cas d'insalubrité morbide indique le chemin que parcourt 'un dossier une fois la dénonciation faite à la municipalité ou 311. Ce processus est ensuite suivi par l'évaluation du bâtiment par la municipalité; la décision de l'envoyer au CISSS de la Montérégie-Ouest (CLSC de Vaudreuil-Dorion) est prise suite à la conclusion d'un cas d'insalubrité morbide. Le processus intersectoriel est alors enclenché..

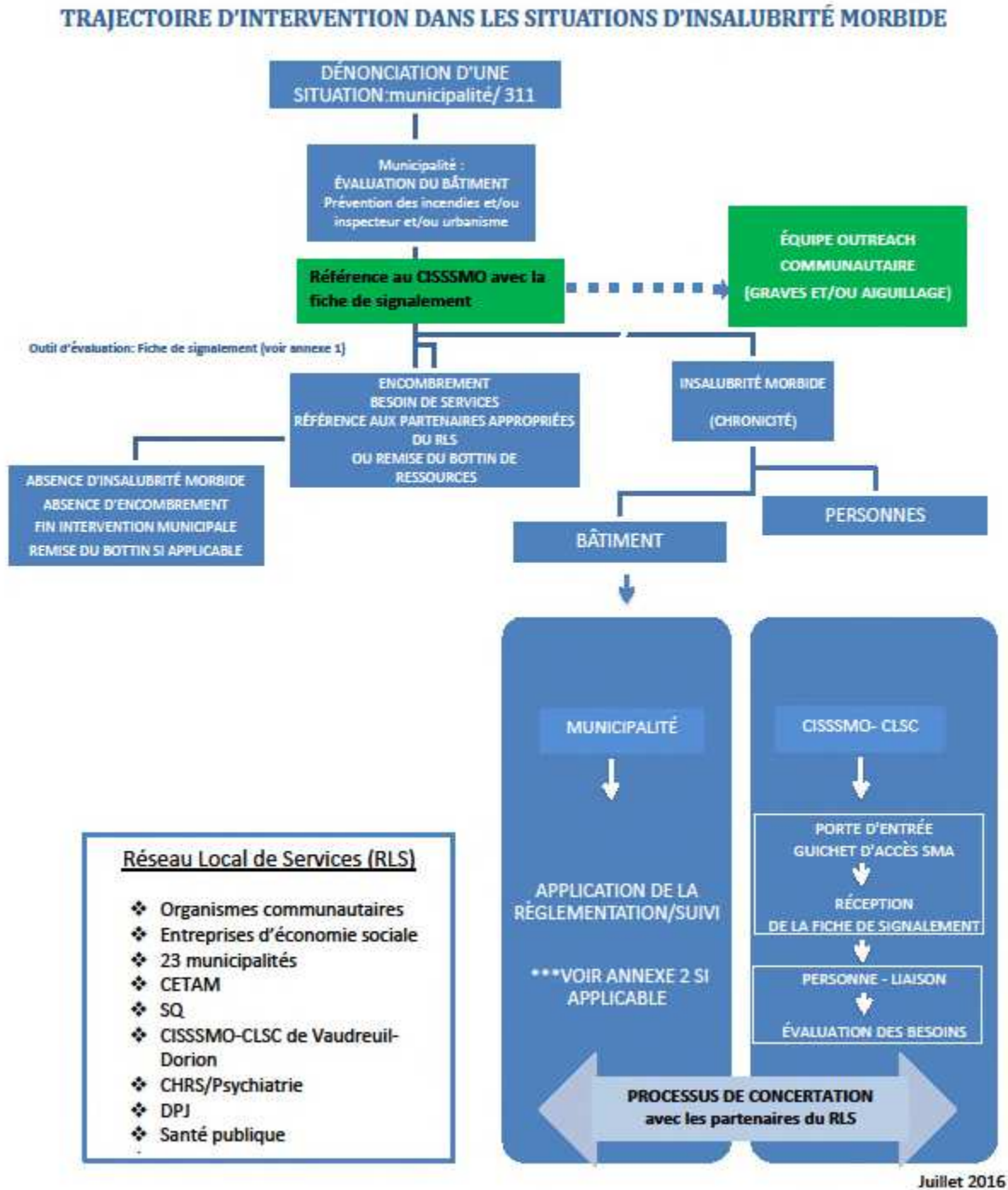
La trajectoire d'intervention dans les cas d'insalubrité morbide en situation de danger indique le même chemin à parcourir pour les dossiers. Cependant, le déploiement de ressources s'avère d'une plus grande intensité dans des délais plus rapprochés. L'application du protocole P-38 est alors probable.(annexe 4)

### 7.1 LISTES DES ACRONYMES UTILISÉS DANS LES TRAJECTOIRES

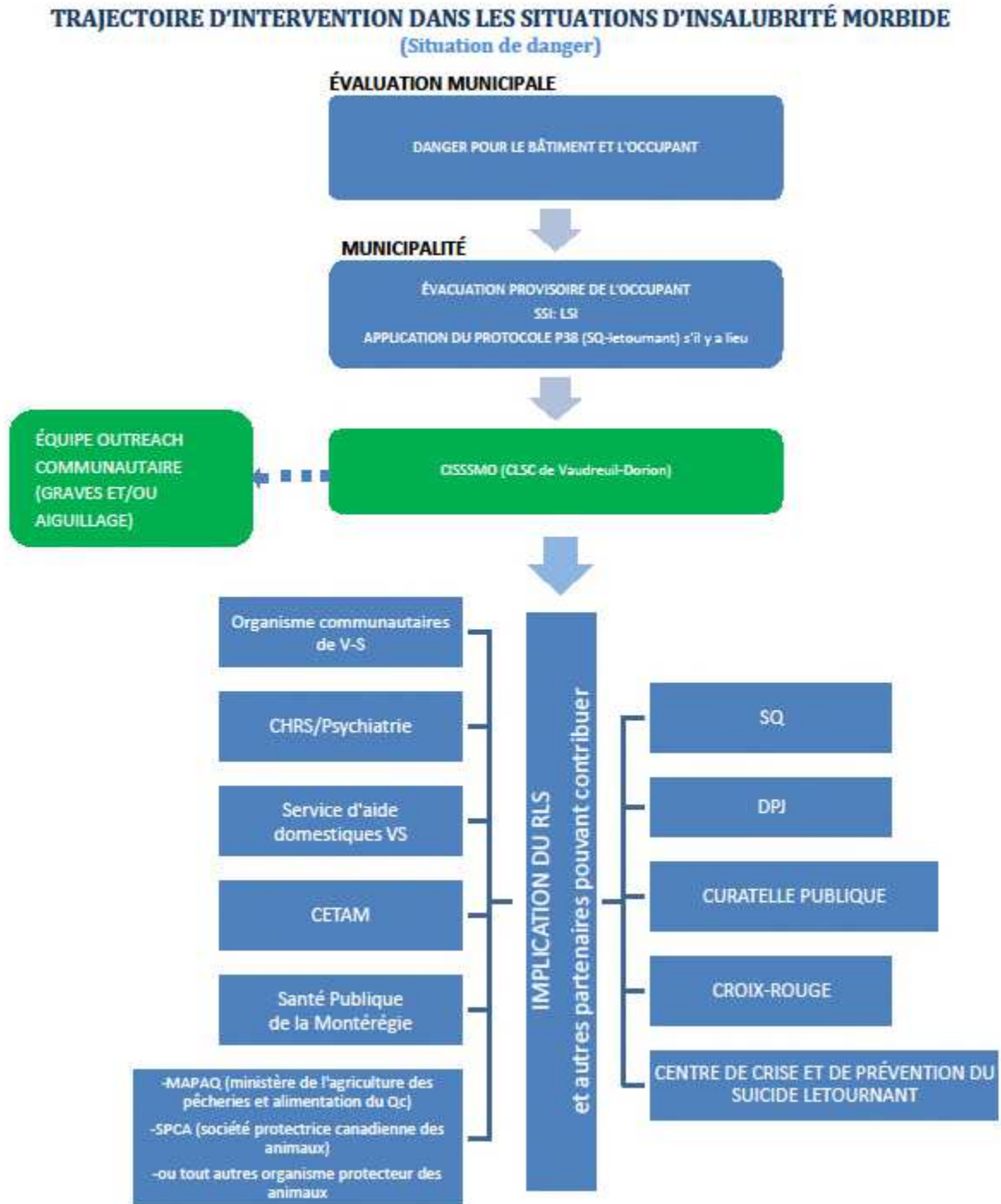
CETAM	Coopérative des techniciens ambulanciers de la Montérégie
CHRS	Centre hospitalier régional du Suroît
CISSSMO	Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest
CLSC	Centre Local de Services Communautaires

DPJ	Direction de la protection de la jeunesse
DSP	Direction de Santé publique
MAPAQ	Ministère de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation du Québec
RLS	Réseau local de services
SMA	Santé Mentale Adulte
SPCA	Société protectrice des animaux
SQ	Sûreté du Québec

## 7.2 TRAJECTOIRE D'INTERVENTION DANS LES SITUATIONS D'INSALUBRITÉ MORBIDE



## 7.3 TRAJECTOIRE D'INTERVENTION DANS LES SITUATIONS D'INSALUBRITÉ MORBIDE (SITUATION DE DANGERS)



Juillet 2016

## 8. SUIVI DES MODALITÉS DE COLLABORATION

Chaque cas d'insalubrité morbide est unique. Il n'existe donc pas de protocole universel pour intervenir dans telle ou telle situation. C'est pourquoi les partenaires de cette trajectoire sont d'accord pour effectuer un suivi et une évaluation périodiques de cette dernière. Ainsi, chacun s'engage à :

- Promouvoir au sein de son institution, par de la formation ou autrement, les objectifs d'intervention en matière d'insalubrité morbide.
- Assurer, selon les ressources disponibles, les services appropriés.
- Après six mois et douze mois d'application de l'entente de service, participer à des rencontres de partage des expériences afin de développer une expertise dans le domaine.
- Collaborer avec la direction de santé publique de la Montérégie et du CISSS de la Montérégie-Ouest (CLSC de Vaudreuil-Dorion) pour lui permettre de faire des états de situation périodiques sur l'insalubrité morbide.
- Mettre à jour, de façon continue, les renseignements sur les services disponibles dans le domaine de l'insalubrité morbide.
- Voir à dénouer toute impasse qui pourrait surgir en cours de processus.

## **9. DURÉE DES MODALITÉS DE COLLABORATION**

La présente trajectoire est d'une durée d'un (1) an; renouvelable automatiquement. Les municipalités devront entériner la démarche actuelle en adoptant une résolution.

## **CONCLUSION**

La collaboration entre les différents partenaires de cette trajectoire de service provient d'une volonté réelle de résoudre une problématique qui s'avère complexe et qui demande d'investir des efforts importants et soutenus de la part des intervenants impliqués. Cette trajectoire de service implique donc que chacun, dans les limites de son mandat, s'engage à trouver des solutions acceptables pour tous, tout en protégeant les droits de la personne qui vit une situation d'insalubrité morbide.

Cette trajectoire se veut aussi une solution à long terme. Pour ce faire, les partenaires souhaitent que les discussions demeurent ouvertes et souscrivent à la mise en place d'un comité de concertation où les problématiques exposées seront analysées et possiblement résolues.

Il faut aussi comprendre que ce document est assurément à parfaire au fur et à mesure de l'évolution des interventions dans le milieu.

## BIBLIOGRAPHIE

Agence de Santé et de Services Sociaux de Chaudière-Appalache. Document d'information dans le cadre de l'entente de collaboration dans les situations d'insalubrité morbide. Levis, le 30 juillet 2009.

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie. Fiche Santé environnementale; L'insalubrité morbide : l'importance d'une action intersectorielle. Février 2013

Agence de la Santé et des Services sociaux des Laurentides. Guide de prévention – intervention à domicile – Situations d'insalubrité morbide.

Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., chapitre C-12)

Code civil du Québec (C.C.Q.)

Code criminel du Canada (L.R.C. (1985), chapitre C-46 articles 672.1-672.95)

Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)

Code de procédure pénale du Québec (L.R.Q., chapitre C-25.1)

CSSS Etchemin. Entente de service dans les situations d'insalubrité morbide. 2011

CSSS de Pierre-Boucher. Trajectoire de situations d'insalubrité morbide (Diogène) Description des actions. Novembre 2012

CSSS de la Vieille-Capitale. Au-delà de l'encombrement ou de l'insalubrité morbide, la rencontre d'une personne et les conditions d'interventions : Guide d'intervention à l'usage des intervenants oeuvrant auprès des personnes aux prises avec un syndrome d'encombrement ou d'insalubrité morbide. 2013

Dumont, M et al. Guide pour les situations d'insalubrité morbide : Ville de Victoriaville. Juin 2013

Guide sur la Commission d'examen des troubles mentaux (Tribunal administratif du Québec)

Guide sur le règlement sur l'environnement, la salubrité, la sécurité et les nuisances (MAMROT)

Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1)

Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., (chapitre A-19.1),

Loi sur le bâtiment, (L.R.Q., chapitre B-1.1)

Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)

Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38)

Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., chapitre C-47.1)

Loi sur le curateur public (L.R.Q., chapitre C-81)

Loi sur la justice administrative (L.R.Q., chapitre J-3)

Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., chapitre P-34.1, article 38)

Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes et pour autrui (L.R.Q., P-38.001)

Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé (L.R.Q., chapitre P-39.1)

Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2),

Loi sur la santé publique (L.R.Q., chapitre S-2.2)

Loi sur la sécurité incendie (L.R.Q., chapitre S-3.4)

Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-4.2)

Règlement sur les matières dangereuses (L.R.Q., chapitre Q-2 r. 15.2)

Règlement sur les normes relatives aux ordonnances faites par un médecin (L.R.Q.,

Chapitre M-9, r. 25)

Roy, Reine; Auger, Pierre. Insalubrité morbide, syndrome de diogène et santé publique. Mars 2005

Roy, R. et J.M. Leclerc, 2001. Guide d'intervention intersectorielle sur la qualité de l'air intérieur et la salubrité dans l'habitation québécoise, Québec. Ministère de la Santé et des Services sociaux, 169 p. Disponible en ligne : [www.msss.gouv.qc.ca](http://www.msss.gouv.qc.ca).

<http://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Production>

<http://www.psychomedia.qc.ca>

# ANNEXE 1 - FICHE DE SIGNALEMENT EN SALUBRITÉ MORBIDE



Municipalité :

Adresse :

Ville :

Code postal :

*Faire parvenir cette fiche par télécopieur au : 450 455-8162*

## Fiche de signalement insalubrité morbide

### INFORMATIONS GÉNÉRALES ET EMPLACEMENT

Date de l'intervention :	Date d'envoi :
Adresse complète :	Téléphone :
Personne à contacter :	Téléphone :
Numéro de référence :	

### ACCÈS AUX LIEUX

Accès à l'intérieur :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	Refus <input type="checkbox"/>
Accès à l'habitation très difficile	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Propriétaire du bâtiment :			Téléphone :
Locataire <input type="checkbox"/> Occupant <input type="checkbox"/> Propriétaire <input type="checkbox"/>	Nom :		
Réceptif <input type="checkbox"/> Hostile <input type="checkbox"/> Volontaire <input type="checkbox"/> Non volontaire <input type="checkbox"/> Cohérent <input type="checkbox"/> Non cohérent <input type="checkbox"/>			

### SÉCURITÉ INCENDIE

Avertisseur de fumée :	<input type="checkbox"/> Présent	<input type="checkbox"/> Absent	
	<input type="checkbox"/> Non fonctionnel	<input type="checkbox"/> Pile manquante	<input type="checkbox"/> Endommagé
Autre (justifiez) :			
Issue(s) dégagée(s) et accessible(s) :	Oui <input type="checkbox"/>	Si non (précisez) :	
Installations électriques sans risque	Oui <input type="checkbox"/>	Si non (précisez) :	

### ENCOMBREMENT

Habitation encombrée ou très encombrée	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Cuisine relativement fonctionnelle	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Surface de plancher dégagé uniquement à certains endroits	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Habitation sale et poussiéreuse	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Accumulation organisée	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Difficulté d'accéder aux pièces	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>

INSALUBRITÉ MORBIDE		CONCLUANT <input type="checkbox"/>	NON CONCLUANT <input type="checkbox"/>
Espaces sanitaires non accessibles ou non utilisables	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Présence de déchets	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Présence d'excréments	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Présence d'insectes volants, rampants ou vermines : Si oui précisez : <div style="display: flex; justify-content: flex-end; align-items: flex-start;"> <div style="display: flex; flex-direction: column; gap: 5px;"> <div>Punaises <input type="checkbox"/></div> <div>Puces <input type="checkbox"/></div> <div>Coquerelles <input type="checkbox"/></div> <div>Rats / Souris <input type="checkbox"/></div> </div> <div style="margin-top: 10px;">Autre :</div> </div>	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Présence de moisissures	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
Intérieur désorganisé	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
Accumulation d'objets hétéroclites et désorganisés	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
Odeur présente et repoussante	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Négligence environnementale et corporelle	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>

AUTRES PRÉCISIONS			
Présence de chiens Si oui, précisez le nombre :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Infractions en vertu de la réglementation municipale	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Présence de chats Si oui, précisez le nombre :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Vêtements de protection individuelle requis lors des interventions	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>

\* Veuillez-vous référer à la fiche de la municipalité concernée afin de vérifier les dispositions réglementaires applicables.

PERSONNES CONTACTÉES NOM	TÉLÉPHONE	LIEN DE PARENTÉ	AUTORISE À ÊTRE REJOINT
			Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
			Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
			Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
			Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>

DÉTAILS SUPPLÉMENTAIRES :

# ANNEXE 2 – PROJET DE RÉGLEMENTATION SUR LES NUISANCES

## PROVINCE DE QUÉBEC M.R.C. DE VAUDREUIL-SOULANGES MUNICIPALITÉ OU VILLE

Règlement numéro

Règlement numéro \_\_\_\_\_ relatif à l'entretien et la salubrité des immeubles.

ATTENDU QUE la Municipalité ou Ville de \_\_\_\_\_ désire favoriser la diminution et même l'élimination des risques d'incendie et d'accidents causés par le manque d'entretien et l'insalubrité sur son territoire;

ATTENDU QUE l'article 55 de la *Loi sur les compétences municipales*, L.R.Q. c.

ATTENDU QUE la Municipalité ou Ville de \_\_\_\_\_ désire assurer la sécurité de ses citoyens;

ATTENDU QU'UN avis de motion du présent règlement a dûment été donné par de \_\_\_\_\_ lors de la séance ordinaire tenue le de \_\_\_\_\_;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par de \_\_\_\_\_ et unanimement résolu que soit adopté le règlement suivant :

Le préambule fait partie du présent règlement

## **CHAPITRE I**

### **GÉNÉRAL**

#### **Mission**

1. Le présent règlement a pour but de régler les situations de nuisances et d'insalubrité sur le territoire de la Ville.

#### **Application du règlement**

2. L'application du règlement relève du fonctionnaire désigné nommé par résolution du conseil.

#### **Territoire d'application**

3. Le présent règlement s'applique aux propriétés situées à l'intérieur des limites de la Municipalité ou Ville.

#### **Préséance des dispositions**

4. Dans le règlement, à moins d'indication contraire, les règles de préséance suivantes s'appliquent :

1° En cas d'incompatibilité entre le texte et un titre, le texte prévaut;

2° En cas d'incompatibilité entre deux dispositions du règlement ou entre une disposition du règlement et une disposition contenue dans un autre règlement, la disposition spécifique prévaut sur la disposition générale;

3° En cas d'incompatibilité entre des dispositions restrictives ou prohibitives contenues dans le règlement ou en cas d'incompatibilité entre une disposition restrictive ou prohibitive contenue au règlement et une disposition contenue dans tout autre règlement, la disposition la plus restrictive ou prohibitive s'applique.

#### **Préséance sur règlement de construction**

5. Malgré l'article 9, les règles de ce règlement ont préséance sur celles du règlement de construction en vigueur.

## CHAPITRE II

### DÉFINITIONS ET CHAMP D'APPLICATION

#### Définitions

6. Dans ce règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« **Autres personnes** » : Toute autre personne mandatée ou engagée par résolution du Conseil pour faire respecter ce règlement.

« **Bâtiment** » : toute construction, autre qu'un véhicule, utilisée ou destinée à être utilisée pour abriter des personnes, des animaux ou des biens;

« **Bâtiment accessoire** » : un bâtiment servant à abriter un ou des véhicules automobiles, une remise, un hangar, une cabane, un cabanon, une serre ou un autre bâtiment semblable;

« **Conseil** » : Le conseil municipal de la Municipalité ou Ville \_\_\_\_\_.

« **Construction** » : Assemblage ordonné de matériaux constituant un ensemble construit ou bâti autre qu'un bâtiment et pouvant désigner une clôture, une structure, un ouvrage, etc.

« **Déchet** » : Ferraille, détritrus, papier, bouteille et/ou cannette vide, résidus et débris de tous genres, vieux pneus, ordures ménagères, matériaux de construction et/ou démolition, cendre, poussière, eau sale, immondice, fumier, animal mort, matière fécale, substance nauséabonde ou matière malsaine ou nuisible.

« **Ferraille** » : Comprend notamment métaux de tous genres, appareil mécanique ou électrique hors d'état de fonctionner ou mis au rancart, carcasse de véhicule, motocyclette, bicyclette ainsi que toutes parties de tels véhicules ou appareils.

« **Immeuble** » : Un terrain ou un lot construit.

« **Logement** » : Pièce ou groupe de pièces, autres qu'une maison de chambre, communicantes servant ou destinées à servir de domicile à une ou plusieurs personnes et où l'on peut généralement préparer et consommer les repas, vivre et dormir et comportant des installations sanitaires.

« **Officier désigné ou responsable** » : Toute personne désignée pour l'application du présent règlement par résolution du conseil municipal de la Municipalité ou Ville de \_\_\_\_\_.

Les fonctionnaires et l'inspecteur technicien de la Municipalité ou Ville soient chargés de l'application de ce règlement à cette fin, ils sont autorisés, au nom de la Municipalité ou Ville, à poursuivre ceux qui contreviennent à ce règlement et notamment à délivrer des constats d'infraction.

« **Municipalité ou Ville** » : Municipalité ou Ville de \_\_\_\_\_.

« **Propriétaire** » : la personne physique ou morale inscrite comme propriétaire au rôle d'évaluation de la Municipalité ou Ville;

« **Rongeur** » : Animal nuisible non domestique notamment : rat, souris, mulot, écureuil ou autres susceptibles de causer des dommages aux bâtiments.

« **Salubrité** » : le caractère d'un bâtiment ou d'une partie de bâtiment qui est, de par la qualité de son état et de son environnement, favorable à la santé ou à la sécurité des résidents ou du public en raison de l'utilisation qui en est faite ou de l'état dans lequel il se trouve.

« **Vermine** » : Tous les insectes tels une coquerelle, un perce-oreille, un cloporte et tous les ectoparasites pouvant infester l'homme, les animaux, un logement et un bâtiment.

## **CHAPITRE III**

### **SALUBRITÉ**

#### **SECTION I**

#### **INSALUBRITÉ D'UN BÂTIMENT**

##### **Entretien d'un bâtiment**

7. Un bâtiment destiné à l'habitation doit en tout temps être maintenu dans un bon état de salubrité et les réparations ainsi que les travaux d'entretien nécessaires doivent être effectués afin de le conserver dans un état constat de salubrité.

##### **Bâtiment sécuritaire**

8. Un bâtiment ou un logement ne doit pas porter atteinte à la santé ou à la sécurité des résidents ou du public en raison de l'utilisation qui en est faite ou de l'état dans lequel il se trouve.

##### **Causes d'insalubrités**

9. Les causes d'insalubrités suivantes, dans un bâtiment ou un immeuble, sont prohibées et doivent être supprimées :
  - a. L'absence d'étanchéité de la toiture ou des fenêtres;
  - b. L'absence d'appareils de chauffage ou d'éclairage, d'une source d'alimentation en eau potable, d'une salle de bains dont les installations sont raccordées au système d'égout municipal ou à des installations septiques conformes aux lois et règlements, capables d'assurer le bien-être et de protéger la santé de ses occupants;
  - c. Un bâtiment ou une partie de bâtiment qui n'offrent pas la stabilité structurelle nécessaire pour résister aux efforts combinés des charges vives, des charges sur la toiture et des charges dues à la pression du vent;

- d. L'infestation par de la vermine, des oiseaux autres que ceux domestiques, des chauves-souris, des rongeurs ou des insectes, au point de constituer une menace pour la santé des occupants;
- e. La présence d'animaux morts, d'animaux indigènes ou d'accumulation de matières fécales ou d'autres déjections animales à l'intérieur ou à l'extérieur du bâtiment;
- f. L'absence ou la défaillance des moyens de chauffage, d'éclairage, d'électricité ou d'alimentation en eau potable et d'équipement sanitaire fonctionnel;
- g. La présence d'ordures ménagères, de déchets, de matières résiduelles ou de matières recyclables ailleurs que dans des récipients prévus à cette fin;
- h. La présence de matières en décomposition ou malodorantes qui dégagent une odeur nauséabonde ou des émanations toxiques.
- i. La présence de glace, de neige, de condensation, de moisissures visibles ou de champignons sur une surface intérieure ainsi que les conditions qui favorisent la prolifération de ceux-ci;
- j. Un état de malpropreté, de détérioration ou d'encombrement incompatible avec l'usage auquel il est destiné;
- k. Un encombrement tel que précisé au paragraphe g) des voies d'évacuation;
- l. La présence de refoulement ou de rejet d'égout sanitaire dans le bâtiment et mauvais fonctionnement de l'installation septique.

- m. Le fait, par le propriétaire d'un bâtiment, de permettre ou tolérer l'occupation d'un logement qui ne possède pas d'issue de secours libre de toute obstruction.

#### **Entreposage excessif**

- 10. Le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un immeuble ne peut entreposer, sur l'immeuble ou à l'intérieur du bâtiment, de manière excessive les matières mentionnées à l'article 9 g) du présent règlement ainsi que tout bien ou meuble, et ce, de manière à constituer un danger pour soi-même ou toute autre personne.

L'entreposage de matériaux de construction, à l'exception de celui permis par les règlements d'urbanisme et de construction de la Municipalité.

#### **Vermes et rongeurs**

- 11. Toute situation susceptible de favoriser l'infestation par de la vermine, des insectes ou des rongeurs et/ou de maintenir des conditions d'insalubrité qui menacent la sécurité des personnes est interdite.

Si celui-ci en est infesté, le propriétaire doit, dans les 48 heures suivant l'avis écrit transmis par l'officier désigné prendre les mesures pour exterminer la vermine ou les rongeurs, et ce, dans le respect des lois et des règlements afférents.

## **SECTION II**

### **LOGEMENT**

#### **Salubrité du lieu loué**

- 12. Tout propriétaire faisant la location de chambre et/ou de logements doit s'assurer que le bien loué est salubre et qu'il réponde aux exigences du présent règlement.

#### **Mesure par le locateur**

- 13. En cas d'insalubrité, le propriétaire doit prendre les mesures nécessaires afin d'en faire cesser la cause.

À cet effet, le locateur doit dénoncer toute situation d'insalubrité à la Ville ou la Municipalité.

## **CHAPITRE IV**

### **DISPOSITIONS APPLICABLES À TOUS LES BÂTIMENTS D'HABITATION**

#### **SECTION I**

##### **ENTRETIEN D'UN BÂTIMENT**

###### **Caractéristique d'un bâtiment**

14. Tout bâtiment doit :
- a. offrir la solidité nécessaire, dans toutes ses parties constituantes, pour résister aux effets combinés du poids de la neige, de la force du vent et des autres éléments de la nature;
  - b. être maintenu dans un état permettant l'usage auquel il est destiné;
  - c. être entretenu de façon à ne pas être délabré, vétuste ou dans un état d'abandon;
  - d. être maintenu dans un état qui assure sa conservation;
  - e. être réparé ou modifié de façon à prévenir tout risque d'accident.

###### **Fondations**

15. Toutes les fondations d'un bâtiment doivent être stables, entretenues et réparées de façon à prévenir toute infiltration d'eau ainsi que l'intrusion de vermine ou de rongeurs. La partie des fondations qui est visible de l'extérieur doit être maintenue dans un état qui assure sa conservation et sa protection.

###### **Revêtement extérieur**

16. Le revêtement extérieur d'un bâtiment doit être maintenu en bon état, réparé ou remplacé au besoin, de manière à prévenir toute infiltration d'eau. Il doit être périodiquement nettoyé, repeint, autrement traité ou entretenu de manière à en prévenir la dégradation.

Tout joint d'un ouvrage de maçonnerie doit être étanche et refait au besoin.

### **Barricades**

17. Toute barricade aux portes, fenêtres et à tous autres accès d'un bâtiment, sauf si celui-ci a été endommagé par un incendie ou s'il fait l'objet d'une demande de permis de démolition auprès du Service de l'urbanisme, est interdite.

Tout bâtiment barricadé, de façon volontaire ou forcée, conformément aux dispositions du paragraphe précédent ou un bâtiment utilisé de façon discontinue doit être maintenu dans un état sécuritaire et être entretenu de façon à en empêcher l'accès.

Aucune accumulation de neige ou de glace sur la toiture d'un bâtiment ne doit constituer un danger pour ses occupants ou les piétons. Au besoin, des barrières à neige doivent être installées en bordure de la toiture.

### **Portes et fenêtres**

18. Toutes les portes et les fenêtres extérieures d'un bâtiment, incluant leur cadre, doivent être entretenues de façon à empêcher toute infiltration d'eau, d'air ou de neige. Elles doivent être réparées ou remplacées lorsqu'elles sont endommagées ou défectueuses. Les vitres brisées doivent être remplacées.

### **Balcons, galeries et escaliers extérieurs**

19. Tous les balcons, galeries, escaliers extérieurs et, en général, toutes constructions faites en saillie sur un bâtiment doivent être maintenues en bon état, réparés ou remplacés, au besoin. Ils doivent offrir la solidité suffisante pour l'usage auquel ils sont destinés et être munis de solides garde-corps sur les côtés ouverts.

Telles installations doivent être libres, en tout temps, de matériaux de construction ou d'autres objets susceptibles de constituer un danger pour les occupants ou pour les biens du bâtiment ou d'y empêcher l'accès.

### **Entretien des ouvertures**

20. Tout revêtement extérieur d'un bâtiment et toutes les parties extérieures de ce dernier ainsi que ses portes, ses fenêtres, incluant leur cadre, doivent être périodiquement nettoyés, repeints, autrement traités ou entretenus de manière à en prévenir la dégradation.

### **Gouttières**

21. L'eau provenant de la pluie ou de la fonte des neiges à partir de la toiture et qui est susceptible de se déverser sur la propriété d'autrui ou sur la voie d'accès à un bâtiment doit être munie de gouttières. Celles-ci doivent être étanches, solidement installées et maintenues en bon état.

### **Toitures**

22. Toutes les parties constituant de la toiture et de l'avant-toit d'un bâtiment doivent être maintenues en bon état et réparées ou remplacées, au besoin, afin d'en assurer la parfaite étanchéité et d'y prévenir l'intrusion d'oiseaux, d'animaux et d'insectes.

### **Vide sanitaire, entre toit**

23. Tout vide sanitaire d'un bâtiment et toute partie du vide sous toit (entre toit) doit être ventilé soit par un soupirail, un évent de pignon, des perforations dans le soffite ou par un autre système d'aération adéquat.

### **Bâtiment accessoire**

24. Toutes les exigences du présent chapitre s'appliquent également à tout bâtiment accessoire avec les adaptations nécessaires.

## **SECTION II**

### **ÉQUIPEMENTS DE BASE**

#### **Systèmes nécessaires**

25. Un bâtiment destiné à l'habitation doit être pourvu d'un système d'alimentation en eau potable, d'un réseau de plomberie d'évacuation des eaux usées, d'installation de chauffage et d'un système électrique d'éclairage qui doivent être maintenus, pour l'ensemble de leurs composantes, continuellement en bon état de fonctionnement et conformes aux normes d'installations et d'entretien, et ce, aux fins de pouvoir être utilisés aux fins auxquelles ils sont destinés.

#### **Salle de bain**

26. Une salle de bain ou de toilette contenant un cabinet d'aisances doit être séparée des autres pièces.

#### **Alimentation en eau**

27. Un évier de cuisine, un lavabo et une baignoire ou une douche doivent être alimentés en eau froide et en eau chaude de façon suffisante.

#### **Évacuation des eaux usées**

28. Un appareil sanitaire doit être raccordé directement au réseau de plomberie d'évacuation des eaux usées.

#### **Chauffage**

29. Un bâtiment destiné à l'habitation doit être muni d'une installation permanente de chauffage en bon état de fonctionnement permettant de desservir chacune des pièces et des espaces du bâtiment.

#### **Température minimale**

30. L'installation de chauffage doit permettre à l'occupant d'obtenir une température d'au moins 20 degrés Celsius dans un logement ou une chambre d'une maison de chambres. La température est mesurée au centre de la pièce à un mètre du sol.

### **Température minimale**

31. Tous les espaces à l'intérieur d'un bâtiment d'habitation qui sont contiguë à un logement ou à une chambre d'une maison de chambres doivent être maintenus à une température d'au moins \_\_\_\_degrés Celsius. La température est mesurée au centre de la pièce à un mètre du sol.

### **Éclairage**

32. L'installation électrique d'un bâtiment d'habitation doit assurer l'éclairage de toutes les pièces, des espaces communs, des escaliers intérieurs et l'éclairage extérieur de chacune des entrées communes du bâtiment avec une intensité moyenne de 50 lux.

### **Éléments obligatoires d'un logement**

33. Un logement doit, au minimum, être pourvu de chacun des éléments suivants :

- a. un évier de cuisine;
- b. une toilette;
- c. un lavabo;
- d. une baignoire ou une douche.

## **CHAPITRE V**

### **DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

#### **SECTION I**

##### **L'OFFICIER DÉSIGNÉ**

###### **Pouvoir de l'officier désigné**

34. L'officier désigné a notamment les pouvoirs suivants :

- a. L'officier désigné peut, à toute heure raisonnable, visiter et examiner tout immeuble incluant tout bâtiment, de l'extérieur et/ou de l'intérieur, afin de vérifier s'il est conforme aux dispositions du présent règlement;
- b. Exiger de tout propriétaire, occupant, ou locataire de rectifier toute situation constituant une infraction au présent règlement.
- c. Faire ou faire exécuter des analyses, des vérifications, des relevés techniques à l'aide d'un appareil de mesure, des photographies ou des enregistrements d'un matériau, d'un équipement ou d'une installation afin de s'assurer la conformité au présent règlement; dans un bâtiment ou sur la propriété, aux fins de l'application de ce règlement.
- d. Exiger de tout propriétaire, occupant, ou locataire qu'il effectue ou fasse effectuer des analyses, des essais, des vérifications d'un matériau, d'un équipement ou d'une installation afin de s'assurer la conformité au présent règlement; dans un bâtiment ou sur la propriété, aux fins de l'application de ce règlement.
- e. Faire ou faire exécuter au frais du propriétaire toute chose que le règlement lui impose de modifier en rapport avec cet immeuble ou bâtiment suivant une décision des tribunaux;

- f. Exiger de tout propriétaire, occupant, ou locataire qu'il retienne les services d'un professionnel spécialisé en extermination, lorsque la présence de rongeurs, d'insectes et d'ectoparasites, ou d'une condition qui favorise la prolifération, et d'exiger la preuve de l'éradication quand les travaux sont exécutés.

#### **Aide extérieure**

- 35. En sus des pouvoirs énumérés ci-dessus, l'officier désigné peut s'adjoindre notamment les services d'un ingénieur, d'un membre du service de sécurité incendie, de la police ainsi que toutes autres personnes pouvant lui apporter un soutien, aux fins de l'application de ce règlement.

#### **Libre accès**

- 36. Le propriétaire ou occupant d'un bâtiment doit laisser pénétrer l'officier désigné ainsi que les gens qui l'accompagnent, et le fait d'omettre de le faire constitue une infraction au sens du présent règlement.

#### **Identification**

- 37. L'officier doit, sur demande, pouvoir s'identifier à l'aide d'une pièce d'identité ou par tout autre document décerné par la Ville.

#### **Rapport d'inspection**

- 38. Après chaque inspection, l'officier désigné doit rédiger un rapport dans lequel il indique, s'il y a lieu, toute non-conformité aux dispositions du présent règlement.

#### **Obligations du propriétaire**

- 39. Le propriétaire de l'immeuble ou du bâtiment visé doit prendre les mesures nécessaires pour permettre l'exécution des travaux ordonnés par le tribunal.

Il ne doit pas s'opposer ou nuire aux personnes chargées de les exécuter.

### **Travaux additionnels**

40. Les travaux indiqués dans l'avis de non-conformité sont considérés comme étant un minimum requis. Si avant, pendant ou après leur exécution, ils s'avèrent insuffisants, l'officier désigné peut exiger l'exécution de travaux additionnels.

### **Avis d'infraction**

41. Lorsque le rapport d'inspection indique qu'une propriété n'est pas conforme aux exigences du présent règlement, un avis d'infraction est envoyé ou remis à toute personne raisonnable se trouvant sur la propriété ou placardé sur une porte ou fenêtre du bâtiment, enjoignant le propriétaire de la rendre conforme auxdites exigences. Lorsque le bâtiment n'est pas occupé ou habité par le propriétaire, l'avis est transmis par courrier recommandé au propriétaire à son adresse de résidence ou d'affaire.

### **Contenu de l'avis d'infraction**

42. Outre les mentions requises par le *Code de procédure pénale*, l'avis d'infraction contient notamment :
- g. l'énumération de non-conformités aux exigences du présent règlement;
  - h. les travaux de nettoyage, d'entretien, de réparation, de réfection ou de remplacement exigés pour le rendre conforme aux exigences du présent règlement;
43. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent à tout type immeuble en y faisant les adaptations nécessaires.

## **SECTION II**

### **RECOURS CIVIL**

#### **Mise en demeure**

44. Lorsque la Ville ou la Municipalité constate une cause d'insalubrité relative à un immeuble ou un bâtiment, elle peut faire parvenir une mise en demeure au propriétaire ou à l'occupant, lui enjoignant dans un délai qu'elle détermine de la faire disparaître ou de faire les travaux nécessaires pour empêcher qu'elle ne se manifeste à nouveau.

### **Recours civil**

45. Si le propriétaire ou l'occupant de l'immeuble ou du bâtiment ne se conforme pas à la mise en demeure dans le délai qui y est mentionné, un juge de la Cour supérieure siégeant dans le district où le bien est situé peut, sur requête présentée même en cours d'instance, lui enjoindre de prendre les mesures requises pour faire disparaître la cause d'insalubrité dans un délai qu'il détermine ou empêcher qu'elle ne se manifeste à nouveau, et ordonner qu'à défaut de ce faire la municipalité pourra elle-même prendre les mesures requises aux frais du propriétaire ou de l'occupant.

Lorsque le propriétaire et l'occupant de l'immeuble ou du bâtiment sont inconnus, introuvables ou incertains, le juge peut autoriser la municipalité à prendre sur-le-champ les mesures requises pour remédier à la situation et à en réclamer éventuellement le coût au propriétaire ou à l'occupant.

### **Taxation**

46. Toute somme due à la Ville ou la Municipalité à la suite de son intervention en vertu de la présente loi est assimilée à une taxe foncière si la créance est reliée à un immeuble et si le débiteur est le propriétaire de cet immeuble. Autrement, la créance est assimilée à une taxe non foncière.

## **CHAPITRE VI**

### **DISPOSITIONS PÉNALES**

#### **Amendes**

47. Sous réserve des autres recours prévus dans la loi et dans le présent règlement quiconque contrevient aux dispositions du présent règlement commet une infraction et se rend passible :

- i. d'une amende minimale de 300 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 500 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale et d'une amende minimale de 600 \$ pour une récidive si le contrevenant est une personne physique et de 1000 \$ pour une récidive si le contrevenant est une personne morale ;
- j. d'une amende maximale de 1 200 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 2 000 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale et d'une amende minimale de 2 400 \$ pour une récidive si le contrevenant est une personne physique et de 8000 \$ pour une récidive si le contrevenant est une personne morale.

Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction.

#### **Condamnation pénale**

48. Lorsque le propriétaire ou l'occupant d'un immeuble ou d'un bâtiment est déclaré coupable d'une infraction à un règlement relatif à la salubrité, un juge peut, en plus d'imposer toute autre peine, prononcer toute ordonnance dans le respect de ces compétences.

Un préavis de la demande d'ordonnance doit être donné par le poursuivant à la personne que l'ordonnance pourrait obliger à enlever la cause d'insalubrité, sauf si ces parties sont en présence du juge.

#### **Faute contributive**

49. Si après avoir été avisé, le propriétaire n'effectue pas les travaux requis suite aux agissements d'un de ses locataires, ce dernier peut recevoir un constat d'infraction pour avoir contribué à la même faute que son locataire.

## **CHAPITRE VII**

### **DISPOSITIONS FINALES**

#### **Dispositions non limitatives**

50. Aucune disposition du présent règlement ne doit être interprétée comme limitant les droits et recours pouvant être exercés par la Municipalité en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (L.R.Q., c. Q-2), de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c. A-19.1), de la *Loi sur la sécurité incendie* (L.R.Q., chapitre S-3.4) de toute autre loi ou de tout autre règlement fédéral, provincial et municipal.

#### **Préséance du présent règlement**

51. Le présent règlement prévaut, à toutes fins que de droit, sur toute disposition incompatible de tout autre règlement de nature municipal à l'exception du règlement de zonage.

#### **Entrée en vigueur**

52. Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication.

## ANNEXE 3 – PLAN DE CONCERTATION INTERSECTORIELLE



### Plan de concertation intersectorielle en insalubrité morbide

SITUATION	PRÉSENCES	PRÉSENCES
Date de la rencontre: Concernant :	Prévention des incendies : Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Nom :	Service d'urbanisme : Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Nom :
Adresse :		Curatelle : Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Nom :
Ville/Municipalité :	CETAM : Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Nom :	DPJ : Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Nom :
Référent :	Sûreté du Québec Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Nom :	Intervenants CiSSS : Nom :
Évacuation urgence : Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/>	Usager ou représentant : Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Nom :	Autres partenaires : Nom :
Note:	Personne-liaison : _____	

État de situation \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Objectifs/Résultats attendus	Moyens	Échéanciers	Organismes/Institutions/Municipalités
Plan A			
Plan B			

Date prévue de révision du plan : \_\_\_\_\_

Rédigé par : \_\_\_\_\_

## ANNEXE 4 – PROTOCOLE P38



### Protocole d'entente

Relatif aux interventions conjointes dans le cadre de la Loi  
sur la protection des personnes dont l'état mental présente un  
danger pour elles-mêmes ou pour autrui

#### Entre :

Situé au Le Tournant  
414, rue Salaberry  
Salaberry-de-Valleyfield (Québec) J6T 2K3  
Personne autorisée Ginette Pagon, directrice générale

#### ci-après désigné : le « SASC » (Service d'aide en situation de crise)

#### Et :

Situé au Le CSSS du Suroît  
150, rue Salaberry  
Salaberry-de-Valleyfield (Québec) J6S 6C1  
Personne autorisée François Rabeau, directeur général

#### ci-après désigné : l'« établissement de santé »

#### Et

Situé au La Sûreté du Québec  
poste de la MRC Beauharnois-Salaberry  
47, rue Nicholson  
Salaberry-de-Valleyfield (Québec) J6T 4M9  
Raymond Gilbert, directeur

#### ci-après désigné : la « Sûreté du Québec »

#### Et

Situé au Sûreté du Québec  
poste de la MRC Vaudreuil-Soulanges  
599, boulevard Harwood  
Vaudreuil-Dorion (Québec) J7V 7W2  
Personne autorisée Mario Lessard, directeur

#### ci-après désigné : la « Sûreté du Québec »

#### Et

Situé au Sûreté du Québec  
poste de la MRC du Haut-St-Laurent  
25, rue St-Paul  
Ormstown (Québec) J0S 1K0  
Personne autorisée Réjean Noiseux, directeur

#### ci-après désigné : la « Sûreté du Québec »

## PRÉAMBULE

Le 1<sup>er</sup> juin 1998, l'Assemblée nationale adoptait la *Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui* (L.R.Q., c. P-38.001) qui modifiait la *Loi sur la protection du malade mental* (L.R.Q., c. P-41).

L'objectif principal visé par les modifications apportées était d'assurer, dans la foulée de la *Charte canadienne des droits et libertés* (Loi de 1982 sur le Canada, 1982, c. 11 (R.U. Ann. B, Partie 1, dans L.R.C. (1985) App. II, no 44), un juste équilibre entre, d'une part, le respect des droits individuels des personnes, et d'autre part, la sécurité de l'individu et celle d'autrui.

La particularité de la Loi P-38.001 est qu'elle a pour effet de priver temporairement une personne de son droit à la liberté prévu dans la *Charte canadienne des droits et libertés*. En effet, la première partie de l'article 8 de la Loi prévoit que :

*Un agent de la paix peut, sans l'autorisation du tribunal, amener contre son gré une personne auprès d'un établissement visé à l'article 6<sup>1</sup> :*

*1<sup>o</sup> à la demande d'un intervenant d'un service d'aide en situation de crise qui estime que l'état mental de cette personne présente un danger grave et immédiat pour elle-même ou pour autrui;*

*2<sup>o</sup> à la demande du titulaire de l'autorité parentale, du tuteur au mineur ou de l'une ou l'autre des personnes visées par l'article 15 du Code civil<sup>2</sup> lorsqu'aucun intervenant d'un service d'aide en situation de crise n'est disponible, en temps utile, pour évaluer la situation. Dans ce cas, l'agent doit avoir des motifs sérieux de croire que l'état mental de la personne concernée présente un danger grave et immédiat pour elle-même ou pour autrui. [...] (L.R.Q., c. P-38.001, art. 8). Sous certaines conditions, une personne dont l'état mental présente un danger grave et immédiat<sup>3</sup> pour elle-même ou pour autrui peut donc être amenée, contre son gré, par un agent de la paix dans un établissement de santé, afin d'y être prise en charge et examinée par un médecin. La personne pourra alors être mise sous garde préventive par un médecin pendant au plus 72 heures s'il est d'avis que l'état mental de cette personne présente un danger grave et immédiat pour elle-même ou pour autrui. Après ce délai, elle devra être libérée, à moins qu'un tribunal n'ait ordonné que la garde soit prolongée afin de lui faire subir une évaluation psychiatrique.*

Les dispositions de ce protocole s'appuient sur :

- La *Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui* (L.R.Q., c. P-38.001).
- La politique de gestion Opér. Gén.-13. (Sûreté du Québec du Québec).
- Le projet clinique du CSSS du Suroît s'engageant à l'actualisation du présent protocole.

---

**ATTENDU QUE** La Loi P-38.001 nécessite des interventions collectives, cohérentes et intégrées de la part des différents intervenants.

---

**ATTENDU QUE** La Loi P-38.001 fait référence à l'état mental<sup>4</sup> d'une personne et à son caractère dangereux et non pas seulement à une maladie mentale diagnostiquée.

---

**ATTENDU QUE** Les intervenants des SASC sont désignés par les agences de la santé et des services sociaux pour évaluer le degré de dangerosité lié à l'état mental d'une personne dans le cadre de la Loi P-38.001.

---

**ATTENDU QUE** Le pouvoir donné aux agents de la paix d'amener une personne à un établissement de santé contre son gré lorsque son état mental présente un danger grave et immédiat pour elle-même ou pour autrui prévu à l'article 8 de la Loi P-38.001, ne s'applique que lorsque toutes les autres interventions ont été tentées et qu'il n'existe aucune autre solution pour assurer la protection et la sécurité des personnes. Les notions de dangerosité et d'immédiateté demeurent les seuls critères d'application de cette disposition.

---

<sup>1</sup> Seuls les établissements exploitant un centre local de services communautaires disposant des aménagements nécessaires ou un centre hospitalier peuvent être requis de mettre une personne sous garde préventive ou sous garde provisoire, afin de lui faire subir un examen psychiatrique. (L.R.Q., c. P-38.001, art.6).

<sup>2</sup> Lorsque l'incapacité d'un majeur à consentir aux soins requis par son état de santé est constatée, le consentement est donné par le mandataire, le tuteur ou le curateur. Si le majeur n'est pas ainsi représenté, le consentement est donné par le conjoint, qu'il soit marié, en union civile ou en union de fait, ou, à défaut de conjoint ou en cas d'empêchement de celui-ci, par un proche parent ou par une personne qui démontre pour le majeur un intérêt particulier. (C.C.Q., c.1., art 19).

<sup>3</sup> Tout comportement, menace ou acte planifié présentant un danger grave pour la vie ou la santé de la personne ou celle d'autrui, qui a été mis à exécution ou dont l'exécution est prévue dans un court laps de temps (ex : automutilation). On peut considérer que le danger est immédiat lorsque le délai probable d'exécution rend impossible de mener à bien une procédure judiciaire pour obtenir une ordonnance d'évaluation psychiatrique. Il s'agit d'une situation de danger qui commande une action immédiate pour protéger la personne ou autrui. Ce danger correspond à une situation d'urgence. (Opér. Gén.-13).

<sup>4</sup> Disposition et capacité d'une autruche et degré de dangerosité qu'une personne présente pour elle-même ou pour autrui au niveau de la pensée ou de l'agir, à un moment donné. L'état mental peut être altéré par une substance telle que la drogue, l'alcool ou les médicaments. Cela ne veut pas nécessairement dire que la personne a un problème de santé mentale. (Opér. Gén.-13).

ATTENDU QUE	Seul le CSSS du Suroît dispose des aménagements nécessaires dont un centre hospitalier pour répondre au mandat attendu dans le cadre de la Loi P-38.001.
ATTENDU QUE	Les agents de la paix sont les seuls à pouvoir amener, contre son gré, dans un établissement de santé, une personne dont l'état mental présente un danger grave et immédiat pour elle-même ou pour autrui.
ATTENDU QUE	Les protocoles d'entente sont conclus dans le respect des mandats, directives et modèles d'interventions propres à chacune des parties.

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

**1. OBJET DU PROTOCOLE D'ENTENTE**

- 1.1 Le préambule fait partie intégrante du présent protocole d'entente.
- 1.2 L'objet du présent protocole d'entente est de définir un cadre de partenariat à l'intérieur duquel les parties susceptibles d'intervenir dans le cadre de la Loi P-38.001 conviennent de leurs responsabilités mutuelles et des modalités de leur collaboration afin d'atteindre leurs objectifs communs.

**2. RESPONSABILITÉS DES PARTIES**

**2.1 Responsabilités du SASC Le Tournant**

- 2.1.1 S'assurer que les intervenants impliqués dans les interventions conjointes soient informés, formés et disposent des outils nécessaires pour intervenir selon les règles du protocole d'entente et assurer la sécurité de tous.
- 2.1.2 À la demande de la personne elle-même, d'un membre de la Sûreté du Québec, du titulaire de l'autorité parentale, du tuteur au mineur ou de l'une ou l'autre des personnes visées par l'article 15 du *Code civil du Québec* (1991, c. 64), évaluer le degré de dangerosité d'une personne dont l'état mental présente un danger pour elle-même ou pour autrui.
- 2.1.3 Lorsque les conditions<sup>5</sup> le permettent, et selon le cas, intervenir sur place ou par téléphone, afin de désamorcer la crise et offrir à la personne et ses proches l'aide requise, sans qu'il soit nécessaire de la conduire à l'hôpital du CSSS du Suroît, particulièrement si cette dernière refuse de recevoir ces services.
- 2.1.4 Si, après évaluation, l'intervenant du SASC estime que l'état mental de la personne présente un danger **grave et immédiat** pour elle-même ou pour autrui et qu'il serait préférable que la personne soit amenée à l'hôpital du CSSS du Suroît pour qu'elle y soit prise en charge, rechercher le consentement de la personne et sa collaboration.
- 2.1.5 En dernier recours, demander l'intervention d'un membre de la Sûreté du Québec pour amener, contre son gré, à l'hôpital du CSSS du Suroît, une personne avec qui l'intervenant du SASC n'a pu établir un rapport de collaboration et dont l'état mental présente, après évaluation, un danger **grave et immédiat** pour elle-même ou pour autrui.
- 2.1.6 Fournir aux partenaires concernés l'information requise et pertinente au bon déroulement de l'intervention.
- 2.1.7 Prévenir l'infirmière du triage de l'hôpital du CSSS du Suroît de la venue d'une personne devant être prise en charge dans le cadre de la Loi P-38.001.
- 2.1.8 Aviser les membres de la Sûreté du Québec si l'état mental de la personne ne représente plus un danger pour elle-même ou pour autrui.
- 2.1.9 Référer les proches au Pont du Suroît selon les modalités convenues.

<sup>5</sup> Les conditions nécessaires à l'intervention dans le milieu sont tributaires de la disponibilité du personnel clinique sur place.

---

## 2.2 Responsabilités des établissements de santé

### *Hôpital du CSSS du Suroît – le service d'urgence*

- 2.2.3.1. Sous réserve des urgences médicales jugées prioritaires, prendre en charge la personne dès son arrivée à l'hôpital et la faire examiner par un médecin, lequel peut la mettre sous garde préventive, selon les dispositions prévues dans la Loi P-38.001. Les parties s'entendent sur un délai raisonnable de 30 minutes.
- 2.2.3.2. Rendre accessibles des lieux physiques adéquats (discrets et sécuritaires) pour accueillir et évaluer des personnes présentant un danger grave et immédiat pour elles-mêmes ou pour autrui.
- 2.2.3.3. Assurer un suivi auprès du professionnel qui réfère (intervenant du SASC ou autre), après autorisation de l'usager ou de son tuteur, pour favoriser le maintien dans le milieu de vie et faciliter l'orientation du plan d'intervention.
- 2.2.3.4. Fournir aux partenaires concernés, avant et pendant une intervention conjointe, toutes les informations requises et pertinentes quant à la dangerosité du client.
- 2.2.3.5. Diriger la personne vers un autre établissement de santé qui dispose des aménagements nécessaires lorsque l'établissement n'est pas en mesure de procéder à un examen psychiatrique ou de mettre sous garde en raison de l'organisation de ses ressources.

---

## 2.6 Responsabilités de la Sûreté du Québec

- 2.6.1 S'assurer que les policiers impliqués dans les interventions conjointes soient informés, formés et disposent des outils nécessaires pour intervenir selon les règles du protocole d'entente et assurer la sécurité de tous.
- 2.6.2 En présence d'une personne dont l'état mental semble présenter un danger pour elle-même ou pour autrui, s'informer de l'état de santé physique et mentale de la personne auprès de celle-ci, auprès du titulaire de l'autorité parentale, du tuteur au mineur ou de l'une ou l'autre des personnes visées par l'article 15 du *Code civil du Québec* (1991, c.64) ou encore, auprès de tout autre personne pouvant fournir ces renseignements, puis communiquer avec un intervenant du SASC afin que le degré de dangerosité de l'état mental de la personne soit évalué.
- 2.6.3 Si l'intervenant du SASC estime que l'état mental de la personne présente un danger **grave et immédiat** pour elle-même ou pour autrui et qu'il serait préférable qu'elle soit amenée à un établissement de santé, rechercher le consentement et la collaboration de la personne et privilégier le transport par le service ambulancier et paramédical.
- 2.6.4 Amener la personne, **contre son gré**, dans un établissement de santé en privilégiant le transport par le service ambulancier et paramédical dans les deux situations suivantes :
  - a. à la demande d'un intervenant du SASC qui estime que l'état mental de la personne présente un danger grave et immédiat pour elle-même ou pour autrui et qui refuse de collaborer;
  - b. à la demande du titulaire de l'autorité parentale, du tuteur au mineur ou de l'une ou l'autre des personnes visées par l'article 15 du *Code civil* et lorsqu'aucun intervenant d'un SASC n'est disponible, en temps utile, pour évaluer la situation. Dans ce cas, l'agent doit avoir des motifs sérieux de croire que l'état mental de la personne concernée présente un danger **grave et immédiat** pour elle-même ou pour autrui.
- 2.6.5 Demeurer responsable de la personne jusqu'à ce qu'elle soit prise en charge par l'établissement de santé.
- 2.6.6 Veiller à ce que le transport et la prise en charge d'une personne estimée dangereuse en raison de son état mental s'effectuent de façon sécuritaire, et ce, pour tous les intervenants.

---

### NOTES COMPLÉMENTAIRES

**Note 1 :** Lorsqu'un membre de la Sûreté du Québec détient une personne contre son gré dans le but de l'amener dans un établissement de santé pour qu'elle y soit prise en charge, ce dernier doit **informer la personne de ce fait, du lieu où elle est amenée et de son droit de communiquer immédiatement avec un avocat et ses proches.**

---

### 3. MÉCANISME (S) DE COMMUNICATION

- 3.1 Les signataires du présent protocole d'entente sont chargés de désigner les responsables qui veilleront à appliquer les mécanismes de communication et d'information entre les partenaires lors d'une situation de crise et après celle-ci pour assurer la continuité des soins le cas échéant.

**Service d'aide en situation de crise : Le Tourmant**

La coordonnatrice interne  
450-371-2820, poste 205

**L'établissement de santé : le Centre de santé et de services sociaux du Suroît**

**L'urgence de l'hôpital**

L'assistante infirmière-chef  
450-371-9920, poste 2159  
L'infirmière du triage-cubes  
450-371-9920, poste 2391

**La Sûreté du Québec**

**Poste de la MRC Beauharnois-Salaberry**

Le lieutenant responsable du dossier P38  
450-370-4350

**Poste de la MRC Haut-Saint-Laurent**

Le sergent responsable du dossier P38  
450-829-2887

**Poste de la MRC Vaudreuil-Soulanges**

Le sergent responsable du dossier P38  
450-424-1212

---

### 4. RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige relié à l'application du présent protocole sera soumis aux signataires de l'entente qui devront se communiquer toute information pertinente pour tenter d'en arriver à une solution acceptable pour toutes les parties dans les 60 jours, et ce, avant tout autre recours.

---

### 5. MODIFICATION(S) DU PROTOCOLE D'ENTENTE

Les modifications au protocole quant aux mécanismes de communication peuvent être apportées par les parties par simple échange de lettres. Le cas échéant, ces lettres feront partie intégrante du présent protocole. Toute autre modification devra être entérinée par les parties signataires lors d'une rencontre convoquée par le demandeur.

---

### 6. ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DU PROTOCOLE D'ENTENTE

Le présent protocole d'entente prend effet le 6 août 2012 et est d'une durée d'un an.

---

### 7. RENOUVELLEMENT DU PROTOCOLE D'ENTENTE

Le présent protocole d'entente sera reconduit automatiquement chaque année à moins d'un préavis écrit de 60 jours à l'effet contraire envoyé aux autres parties.

---

### 8. RÉSILIATION DU PROTOCOLE D'ENTENTE

Le présent protocole d'entente pourra être résilié en tout temps par une des parties en adressant un préavis écrit de 60 jours aux autres parties.

---


9. SIGNATURES

Le Tournant

  
Ginette Pigeon, directrice

Signé à Valleyfield en date du 29 mai 2012

Le Centre de santé et de services sociaux du Suroît

  
François Rabeau, directeur général

Signé à Valleyfield en date du 2012.05.29

La Sûreté du Québec, poste de la MRC Beauharnois-Salaberry

  
Raymond Gilbert, directeur

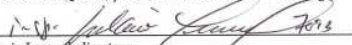
Signé à Salaberry de Valabault en date du 30 mai 2012

La Sûreté du Québec, poste de la MRC du Haut-St-Laurent

  
Réjean Noiset, directeur

Signé à Salaberry de Valabault en date du 2012/05/29

La Sûreté du Québec, poste de la MRC Vaudreuil-Soulanges

  
Mario Lessard, directeur

Signé à Valleyfield en date du 2012-05-29

**Territoires couverts par le protocole relatif aux interventions conjointes  
dans le cadre de la Loi sur la protection des personnes dont l'état  
mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui**

**Territoire couvert par la SQ du poste de Beauharnois-Salaberry**

Municipalité de Saint-Urbain-Premier  
Municipalité de Sainte-Martine  
Municipalité de Saint-Étienne-de-Beauharnois  
Municipalité de paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague  
Municipalité de Saint-Stanislas-de-Kostka  
Ville de Salaberry-de-Valleyfield

**Territoire couvert par la SQ du poste de Vaudreuil-Soulanges Ouest**

Municipalité de Rivière-Beaudette  
Municipalité de St-Télesphore  
Municipalité de Saint-Polycarpe  
Municipalité de Saint-Zotique  
Municipalité de Les Coteaux  
Ville de Coteau-du-Lac  
Municipalité de Saint-Clet  
Municipalité de Les Cèdres  
Municipalité de village de Pointe-des-Cascades  
Ville de Saint-Lazare  
Municipalité de Sainte-Marthe  
Municipalité de Sainte-Justine-de-Newton  
Municipalité de Très-Saint-Rédempteur  
Municipalité de Rigaud  
Municipalité de village de Pointe-Fortune

**Territoire couvert par la SQ du poste de Vaudreuil-Soulanges Est**

Ville de L'Île-Perrot  
Ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrôt  
Ville de Pincourt  
Municipalité de Terrasse-Vaudreuil  
Ville de Vaudreuil-Dorion  
Municipalité de village de Vaudreuil-Sur-Le-Lac  
Ville de L'Île-Cadieux  
Ville d'Hudson

**Territoire couvert par la SQ du poste du Haut-Saint-Laurent**

Municipalité de canton d'Havelock  
Municipalité de Franklin  
Municipalité de Saint-Chrysostome  
Municipalité de Howick  
Municipalité de paroisse de Très-Saint-Sacrement  
Municipalité d'Ormstown  
Municipalité d'Hinchinbrooke  
Municipalité d'Elgin  
Ville d'Huntingdon  
Municipalité de canton de Godmanchester  
Municipalité de Sainte-Barbe  
Municipalité de paroisse de Saint-Anicet  
Municipalité de canton de Dundee

## ANNEXE 5 – MODÈLE DE RÈGLEMENT SUR LE BIEN-ÊTRE LE CONTRÔLE DES ANIMAUX



Société pour la prévention  
de la cruauté envers les animaux



### **Modèle de règlement sur le bien-être et contrôle des animaux**

**Au service des animaux du Québec depuis 1869**

5215 Jean-Talon Ouest, Montréal, Québec, H4P 1X4 | 514-735-2711 | [www.sPCA.com](http://www.sPCA.com)



### **Table des matières**

CHAPITRE I - DÉFINITION ET ADMINISTRATION .....	3
CHAPITRE II – CONTRÔLE DES ANIMAUX ET NUISANCES .....	6
SECTION I - <i>LICENCE</i> .....	6
SECTION II - <i>PERMIS D'ÉLEVAGE</i> .....	8
SECTION III - <i>NOMBRE ET VENTE DES ANIMAUX</i> .....	9
SECTION IV - <i>COMPORTEMENT À L'ÉGARD D'UN ANIMAL</i> .....	9
SECTION V - <i>NUISANCES</i> .....	11
SECTION VI- <i>ANIMAUX SAUVAGES</i> .....	12
SECTION VII - <i>MORSURES DE CHIENS</i> .....	13
SECTION VIII - <i>AIRES D'EXERCICE POUR CHIENS</i> .....	16
SECTION IX - <i>REFUGE</i> .....	16
SECTION X - <i>MALADIES CONTAGIEUSES</i> .....	17
SECTION XI - <i>CATÉGORIES D'ANIMAUX PERMIS</i> .....	18
CHAPITRE III - DISPOSITIONS PÉNALES .....	18
CHAPITRE IV - ORDONNANCES .....	19
CHAPITRE X - DISPOSITION FINALE .....	19



## MODÈLE DE RÈGLEMENT SUR LE BIEN-ÊTRE ET CONTRÔLE DES ANIMAUX MUNICIPALITÉ DE XXXXX

---

Vu les articles 6, 59, 62 et 63 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., chapitre C-47.1);

Vu les articles 369 et 411 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19);

Vu l'article 136.1 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4) et les articles 47 et 185.1 de l'annexe C de ladite Charte.

À l'assemblée du XXXXX, le conseil XXXXXXXX décrète :

### CHAPITRE I - DÉFINITION ET ADMINISTRATION

1. Dans le présent règlement, les termes suivants signifient :

« *animal* » : tout vertébré, à l'exception de l'être humain, ou tout invertébré doté d'un système nerveux central;

« *animalerie* » : un établissement où se trouvent des animaux de compagnie en vue de vente ou commerce;

« *animal abandonné* » : tout animal de compagnie qui est laissé pendant plus de vingt-quatre (24) heures sans nourriture convenable, sans eau ou sans abri; ou qui se trouve dans un logement locatif après l'expiration de la convention de location s'y appliquant; ou qui se trouve dans un immeuble après que le propriétaire de l'immeuble ait procédé à la vente de celui-ci ou après que le propriétaire ou locataire de l'immeuble ait quitté les lieux;

« *aire d'exercice pour chiens* » : un terrain clôturé et désigné par des panneaux apposés par la Municipalité indiquant qu'il s'agit d'un endroit où il est possible de laisser les chiens en liberté sans laisse;

« *chien dangereux* » : tout chien qui constitue un danger pour le public et qui est déclaré tel par l'expert de la Municipalité;

« *chien à risque* » : tout chien qui constitue un danger pour le public lorsqu'il est sous le contrôle de son gardien actuel, mais qui ne serait pas dangereux si sous le contrôle d'un autre gardien, et qui est déclaré tel par l'expert de la Municipalité;



« *animal de compagnie* » : désigne un animal qui vit auprès de l'homme pour l'aider ou le distraire, et dont l'espèce est, depuis longtemps, apprivoisée. De façon non limitative, sont considérés comme animaux de compagnie, les chiens, les chats et les oiseaux permis en vertu de l'article 57 du règlement;

« *animal errant* » : tout animal de compagnie, autre qu'un chat de compagnie identifié ou un chat communautaire, qui n'est pas en laisse, qui n'est pas accompagné par une personne capable de le maîtriser et qui n'est pas sur le terrain de son gardien;

« *animal non stérilisé* » : un animal de compagnie capable de se reproduire;

« *animal sauvage* » : un animal dont l'espèce n'a pas habituellement été apprivoisée par l'homme ou qui vit ordinairement en liberté dans la nature et qui est indigène tel que les ours, chevreuils, orignaux, loups, coyotes, renards, rats, visons, musaraignes, moutons, souris, pigeons et lièvres;

« *autorité compétente* » : le directeur de la Direction XXXX où son représentant ainsi que tout représentant d'une entreprise ou organisation externe dont les services sont retenus par le conseil pour faire respecter les dispositions du présent règlement;

« *chat de compagnie identifié* » : un chat stérilisé, vacciné et qui porte un médaillon pour chat stérilisé émis par la Municipalité en vertu du présent règlement;

« *chat de la communauté* » : un chat stérilisé et vacciné, ou qui va être stérilisé et vacciné, dans le cadre d'un programme de capture, stérilisation, relâche, maintien (CSR);

« *chien d'assistance* » : un chien entraîné par une institution spécialisée pour assister une personne atteinte d'un handicap, et pour lequel cette personne a obtenu un permis de la Municipalité sur présentation d'une preuve attestant de la nécessité de l'assistance d'un tel chien;

« *chien de garde* » : un chien utilisé principalement pour la protection et la garde, hébergé sur un lieu commercial ou industriel. Les chiens de protection ayant reçu une formation spécialisée et qui travaillent en équipe avec un manieur formé, tels que les chiens policiers, ne sont pas considérés dans le présent règlement comme des chiens de garde;

« *chien hybride* » : chien résultant d'un croisement entre un chien et un canidé autre que le chien;

« *conseil* » : le conseil de la Municipalité;

« *expert* » : médecin vétérinaire ayant une expertise en comportement canin;

« *expert de la Municipalité* » : médecin vétérinaire ayant une expertise en comportement canin désigné par la Municipalité;



« *gardien* » : toute personne qui a la propriété, la possession ou la garde d'un *animal*. Dans le cas où cette personne est mineure, le père, la mère, le tuteur ou le répondant de celle-ci est réputé gardien;

« *micropuce* » : dispositif électronique encodé, inséré sous la peau d'un animal par un vétérinaire ou sous sa supervision, qui contient un code unique lié à une base de données centrale reconnue par la Municipalité, servant à identifier et répertorier les animaux de compagnie;

« *museler* » : faire porter à un animal une muselière panier, ou autre dispositif qui empêche l'animal de mordre, sans le blesser;

« *organisme de secours animal* » : un organisme sans but lucratif qui recueille des animaux en vue de les transférer vers un nouveau lieu de garde, de les euthanasier ou de les faire euthanasier et, dans le cas où les animaux recueillis incluent des chats ou des chiens, qui est titulaire d'un permis délivré à cette fin par le Ministère de l'Agriculture en vertu de l'article 55.9.4.1. de la *Loi sur la protection sanitaire des animaux*, R.L.R.Q. c. P-42;

« *place publique* » : désigne notamment un parc, un terrain de jeux public, une piscine publique, une cour d'école, un terre-plein, une piste cyclable;

« *refuge* » : un organisme sans but lucratif, désigné par le mandataire de la Municipalité XXXX, qui recueille des animaux en vue de les transférer vers un nouveau lieu de garde, de les euthanasier ou de les faire euthanasier, et qui est titulaire d'un permis délivré à cette fin par le Ministère de l'Agriculture en vertu de l'article 55.9.4.1. de la *Loi sur la protection sanitaire des animaux*, R.L.R.Q. c. P-42;

« *stériliser* » : faire subir à un animal une intervention chirurgicale afin d'enlever les ovaires et l'utérus chez la femelle (hystérectomie), et les testicules chez le mâle (castration) ainsi que toute autre méthode approuvée par l'Association canadienne des médecins vétérinaires (ACMV) pour rendre un chat, chien ou lapin incapable de se reproduire;

« *unité d'occupation* » : un terrain, une habitation, un établissement commercial, industriel ou institutionnel.

2. L'autorité compétente exerce les pouvoirs qui lui sont confiés par le présent règlement et notamment, elle peut :
  - 1° faire euthanasier ou ordonner l'euthanasie d'un chien dangereux, d'un animal mourant ou d'un animal gravement blessé;
  - 2° saisir et mettre en refuge tout animal abandonné, chien dangereux, animal errant ou animal qui n'appartient pas à l'une des catégories d'animaux permises en vertu de l'article 57 du présent règlement;
  - 3° ordonner la cession, à un refuge spécifié, d'un animal;
  - 4° exiger une preuve de stérilisation de tout chien, chat ou lapin sur le territoire de la Municipalité;



- 5° faire stériliser ou ordonner la stérilisation d'un animal errant ou d'un chat de la communauté;
- 6° visiter et inspecter, entre 7 h et 17 h, toute unité d'occupation pour constater si le présent règlement y est respecté;
- 7° s'adresser à un juge pour obtenir la permission de capturer et saisir un animal qui se trouve dans l'unité d'occupation de son gardien, ou ailleurs.

Aux fins de l'application du présent règlement, tout propriétaire, locataire ou occupant d'une unité d'occupation doit, sur présentation d'une pièce d'identité de l'autorité compétente, lui en permettre l'accès.

Constitue une infraction au présent règlement le fait d'incommoder, d'injurier, d'interdire ou d'empêcher de quelque manière que ce soit l'accès visé au troisième alinéa ou d'y faire autrement obstacle, ainsi que le fait de refuser ou de négliger de se conformer à une demande formulée par l'autorité compétente en vertu du présent règlement ou de donner une fausse information à l'autorité compétente dans l'exécution de son travail.

## CHAPITRE II – CONTRÔLE DES ANIMAUX ET NUISANCES

### SECTION I - *LICENCE*

3. Nul ne peut être le gardien d'un chien ou d'un chat à l'intérieur des limites de la Municipalité sans avoir obtenu la licence obligatoire, conformément aux dispositions du présent règlement.

- 1° Le coût d'une licence pour chien ou chat stérilisé est de 15.00 \$, tel qu'il est établi par le *règlement sur les tarifs*;
- 2° Le coût d'une licence pour chien ou chat non stérilisé est de 90.00 \$, tel qu'il est établi par le *règlement sur les tarifs*;
- 3° Le coût d'une licence pour chien ou chat non stérilisé avec la présentation d'un avis écrit d'un médecin vétérinaire spécifiant que la stérilisation est contre-indiquée pour l'animal compte tenu de l'état de santé de cet animal est de 15.00 \$, tel qu'il est établi par le *règlement sur les tarifs*;
- 4° La licence pour chien ou chat stérilisé est gratuite sur présentation d'une preuve à l'effet que l'animal en question est un chien d'assistance ou sur présentation d'une preuve à l'effet que le gardien de l'animal en question est une personne âgée de 65 ans ou plus;
- 5° La première licence pour chien ou chat stérilisé émis pour un chien ou chat stérilisé adopté d'un refuge ou organisme de secours animal approuvé par la Municipalité est gratuite sur présentation d'une preuve à cet effet.

4. Toute demande de licence doit être effectuée au moyen du formulaire prévu à cette fin et doit inclure:

- 1° le nom, prénom, adresse et numéro de téléphone du gardien de l'animal;
- 2° la race, le sexe, la couleur, l'âge, le nom et la provenance de l'animal;



- 3° si la licence demandée est une licence pour chien ou chat stérilisé, une preuve de stérilisation ou si applicable, l'avis écrit d'un médecin vétérinaire spécifiant que la stérilisation est contre-indiquée pour l'animal compte tenu de l'état de santé de cet animal, tel que décrit à l'article 3, paragraphe 3°;
- 4° le numéro de micropuce, tatouage ou toute autre forme d'identification, si l'animal en possède une.

Quiconque, aux fins visées dans cet article, fournit une information fausse ou inexacte, contrevient au présent règlement.

- 5. Suite à la demande de licence contenant toutes les informations requises en vertu de l'article 4, et sur paiement des frais tel qu'il est établi par le règlement sur les tarifs, l'autorité compétente remet au gardien de l'animal un médaillon et une licence sur laquelle est indiqué le numéro du médaillon. Le médaillon est valide pour la durée de la licence ou jusqu'à ce que l'animal meurt, disparaisse, soit vendu ou que le gardien ne s'en départisse autrement.

L'autorité compétente conserve le numéro de la licence correspondant à ce médaillon dans un registre.

Cette licence est annuelle et valide pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

Elle est incessible.

Le gardien d'un chien ou d'un chat doit procéder au renouvellement de la licence au cours du mois de janvier de chaque année. À défaut de le faire avant le 15 février de l'année courante, des frais supplémentaires seront ajoutés au coût de la licence, tel qu'il est établi par le *règlement sur les tarifs*.

- 6. Les licences prévues à l'article 3 doivent être obtenues dans un délai de 15 jours suivants l'acquisition du chien ou du chat ou suivant le jour où le chien ou le chat atteint l'âge de 3 mois, le délai le plus long s'appliquant.
- 7. Les articles 3 à 6 du présent règlement ne s'appliquent pas dans le cas d'un chien ou d'un chat gardé à des fins d'adoption par un refuge, un organisme de secours animal ou une animalerie approuvée par la Municipalité, ni dans le cas d'un chat de la communauté.
- 8. Malgré les articles 3 à 6, un chien ou un chat gardé de façon habituelle sur le territoire d'une autre municipalité peut être amené à l'intérieur des limites de la présente Municipalité sans avoir obtenu de licence obligatoire en vertu du présent règlement sous réserve des conditions suivantes :
  - 1° le chien ou le chat est amené sur le territoire de la Municipalité pour une période maximale de 60 jours; et;
  - 2° le chien ou le chat est muni d'une licence valide délivrée par la municipalité où il est gardé habituellement.



## SECTION II - PERMIS D'ÉLEVAGE

9. Aucun gardien d'animal de compagnie ne peut intentionnellement ou involontairement faire reproduire ou permettre de se reproduire cet animal sans avoir obtenu le permis d'élevage obligatoire, conformément aux dispositions du présent règlement. Cet article ne s'applique pas dans le cas d'un chat de la communauté.

Le coût d'un permis d'élevage est de 250.00 \$, tel qu'il est établi par le *règlement sur les tarifs*

10. Toute demande de permis d'élevage doit être effectuée au moyen du formulaire prévu à cette fin et doit indiquer :
- 1° les noms, prénom, adresse et numéro de téléphone de la personne qui en fait la demande;
  - 2° l'espèce, la race, le sexe, la couleur, l'âge, le nom et la provenance de chaque animal de compagnie qui sert ou servira à la reproduction;
  - 3° le numéro de micropuce, tatouage ou toute autre forme d'identification de chaque animal de compagnie qui sert ou servira à la reproduction, si l'animal en possède une;
  - 4° une lettre ou certificat signé par un vétérinaire attestant que chaque animal de compagnie qui sert ou servira à la reproduction est en santé et apte à la reproduction;
  - 5° le numéro d'enregistrement au Club Canin canadien ou à l'Association féline canadienne de chaque animal de compagnie qui sert ou servira à la reproduction, si l'animal en question est un chien ou un chat.

Aucun permis d'élevage ne peut être délivré à un demandeur qui a été reconnu coupable d'une infraction au présent règlement, d'une infraction à la *Loi sur la protection sanitaire des animaux*, section IV.1. (L.R.Q., chapitre P-42) ou d'une infraction prévue aux articles 444 à 447.1 du *Code criminel* (R.S.C. 1985, c. C-46).

Aucun permis d'élevage ne peut être délivré à un demandeur si le(s) chat(s) ou le(s) chien(s) pour lequel la demande de permis d'élevage est effectuée n'est pas enregistré auprès du Club Canin canadien ou de l'Association féline canadienne.

Quiconque, aux fins visées dans cet article, fournit une information fausse ou inexacte, contrevient au présent règlement.

11. Sur réception de la demande de permis d'élevage complétée avec les informations énumérées à l'article 10 et sur paiement des frais, tel qu'il est établi par le *règlement sur les tarifs*, l'autorité compétente remet au gardien un permis.

L'autorité compétente conserve le numéro du permis dans un registre.

Ce permis est annuel et valide pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

Il est incessible.



Le gardien d'un animal de compagnie qui sert à la reproduction ou qui servira à la reproduction doit procéder au renouvellement du permis d'élevage au cours du mois de janvier de chaque année. À défaut de procéder au renouvellement du permis d'élevage avant le 15 février de l'année courante, des frais supplémentaires seront ajoutés au coût du permis, tel qu'il est établi par le *règlement sur les tarifs*.

Le permis d'élevage, délivré en vertu du présent règlement, est révoqué lorsque son titulaire est reconnu coupable d'une infraction au présent règlement, d'une infraction à la *Loi sur la protection sanitaire des animaux*, section IV.1. (L.R.Q., chapitre P-42) ou d'une infraction prévue aux articles 444 à 447.1 du *Code criminel* (R.S.C. 1985, c. C-46).

Le permis d'élevage délivré en vertu du présent règlement est automatiquement révoqué lorsque l'animal qui sert ou servira à la reproduction devient errant.

### SECTION III - NOMBRE ET VENTE DES ANIMAUX

#### 12. Il est interdit :

- 1° de garder dans une unité d'occupation et ses dépendances plus qu'un (1) animal non-stérilisé des espèces suivantes : chien, chat ou lapin;
- 2° de vendre, de donner, d'annoncer ou offrir de vendre ou de donner un chien, un chat ou un lapin non stérilisé.

Malgré le paragraphe 1° du premier alinéa et en autant que le gardien détienne un permis d'élevage, lorsqu'une chienne, une chatte ou une lapine met bas, les chiots, les chatons ou les lapereaux peuvent être gardés pendant une période n'excédant pas trois (3) mois.

Le paragraphe 1° du premier alinéa ne s'applique pas dans le cas d'un refuge, d'un organisme de secours animal ou d'une animalerie ayant un permis conforme au *règlement XXXX* qui vend ou place en adoption uniquement des animaux stérilisés.

#### 13. Il est interdit pour une animalerie de vendre, d'acheter, de donner ou d'échanger un animal provenant d'ailleurs que d'une des sources suivantes :

- 1° un refuge;
- 2° un organisme de secours animal;

### SECTION IV - COMPORTEMENT À L'ÉGARD D'UN ANIMAL

#### 14. Le gardien d'un animal doit s'assurer que la sécurité et le bien-être de l'animal ne soient pas compromis. La sécurité ou le bien-être d'un animal est compromis lorsqu'il :

- 1° n'a pas accès à de l'eau potable ou à de la nourriture en quantité et en qualité compatibles avec ses impératifs biologiques;



- 2° n'est pas gardé dans un lieu convenable, salubre, propre, adapté à ses impératifs biologiques et dont les installations ne sont pas susceptibles d'affecter sa sécurité ou son bien-être ou n'est pas convenablement transporté dans un véhicule approprié;
  - 3° ne reçoit pas les soins de santé requis par son état alors qu'il est blessé, malade ou souffrant;
  - 4° est soumis à des abus ou des mauvais traitements qui peuvent affecter sa santé.
15. Il est interdit d'utiliser, de louer ou d'être gardien d'un chien de garde.
16. Il est interdit de garder un animal à l'attache sans supervision
17. Il est interdit de garder un animal à l'attache avec supervision pour une période excédant trois (3) heures.
18. Tout dispositif de contention, notamment une chaîne ou une corde, utilisée pour garder un animal à l'attache doit être conforme aux exigences suivantes:
- 1° il ne risque pas de se coincer ou de se raccourcir, notamment en s'enroulant autour d'un obstacle;
  - 2° il n'entraîne pas d'inconfort ou de douleur chez l'animal, notamment en raison de son poids;
  - 3° il permet à l'animal de se mouvoir sans danger ni contrainte.
19. Il est interdit de garder un animal à l'attache en utilisant un collier étrangleur, un collier à pointe ou un licou.
20. Il est interdit de transporter un animal, attaché ou non, dans la boîte ouverte d'un camion.
21. Aucun animal ne peut être confiné dans un espace clos sans une ventilation adéquate.
22. Aucun animal ne peut être laissé sans surveillance dans un véhicule routier lorsque la température extérieure pour la Municipalité de XXXX atteint ou est inférieure à -10° Celsius ou lorsqu'elle atteint ou dépasse 20° Celsius, incluant le facteur humidex, selon Environnement Canada.
23. Il est interdit d'utiliser tout type de collier susceptible de causer de la douleur à l'animal qui le porte, y compris mais sans que cela soit limitatif, le collier étrangleur, le collier à pointes ou le collier électrique. Le collier de type « martingale », dont la partie coulissante empêche le chien de sortir de son collier, est toutefois permis.
24. Tout gardien de chien doit conserver en tout temps le contrôle de son animal afin que celui-ci ne lui échappe pas, et ce, même à l'intérieur des aires d'exercice pour chiens.
25. Tout chien doit être tenu au moyen d'une laisse d'une longueur maximale de 1,85 mètre.



Le premier alinéa ne s'applique pas lorsque le chien:

- 1° se trouve dans une maison d'habitation ou ses dépendances, avec l'approbation explicite de l'occupant;
- 2° se trouve sur le terrain où est située une maison d'habitation lequel est clôturé de manière à contenir le chien à l'intérieur des limites de celui-ci, avec l'approbation explicite de l'occupant;
- 3° se trouve dans une aire d'exercice pour chiens aménagée à cette fin dans un parc de la Municipalité.

26. Nul ne peut mettre à mort un animal à l'exception d'un médecin vétérinaire

- 1° La méthode de mise à mort ne doit pas être cruelle et doit minimiser la douleur et l'anxiété chez l'animal. Elle doit produire une perte de conscience rapide et irréversible, suivie d'une mort prompte.
- 2° Dans le cas d'une mise à mort d'un animal de compagnie, la seule méthode permise est l'injection de pentobarbital sodique sous la supervision d'un médecin vétérinaire.

27. Nul ne peut disposer d'un animal décédé autrement qu'en le remettant à une clinique ou hôpital vétérinaire, à un refuge ou à tout autre endroit légalement autorisé à recevoir des animaux décédés .

28. Nul ne peut se départir d'un animal de compagnie autrement qu'en le confiant à un nouveau gardien ou à un refuge ou organisme de secours animal.

Malgré le premier alinéa, nul ne peut se départir d'un *chien dangereux* autrement qu'en le confiant à un refuge ou à une clinique ou hôpital vétérinaire.

Les frais occasionnés pour l'application du présent article lors de la prise en charge d'un animal par un refuge ou organisme de secours animal sont à la charge du gardien, y compris ceux relatifs à l'adoption ou à l'euthanasie de l'animal, le cas échéant.

29. Il est interdit pour le gardien d'un animal de lui permettre de devenir un animal abandonné.

## SECTION V- NUISANCES

30. Constitue une nuisance et est interdit, le fait :

- 1° pour le gardien d'un animal de compagnie, de le laisser circuler sur un terrain privé sans le consentement du propriétaire ou de l'occupant de ce terrain si l'animal cause des dommages à la propriété d'autrui;
- 2° pour le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'une unité d'occupation de ne pas prendre les moyens nécessaires pour éviter que la présence d'animaux de compagnie dans cette unité dégage des odeurs de nature à incommoder le voisinage ou à causer des dommages à la propriété;



- 3° pour le gardien d'un chien de le laisser aboyer ou hurler excessivement, ou pour le gardien d'un chat de le laisser miauler excessivement, de façon à troubler la paix ou la tranquillité d'une personne;
- 4° pour le gardien d'un animal de compagnie d'attacher son animal de manière à ce que ce dernier ait accès à une rue publique ou nuise au passage des piétons ou des véhicules;
- 5° pour le gardien d'un animal de compagnie de laisser son animal fouiller dans les ordures ménagères, les déplacer, déchirer les sacs ou renverser les contenants;
- 6° de garder un animal ne faisant pas partie d'une espèce permise en vertu du présent règlement;
- 7° pour le gardien d'un chien de laisser un chien s'abreuver à une fontaine ou un bassin situé dans une place publique ou s'y baigner;
- 8° pour le gardien d'un chien, de laisser ce dernier accéder à un terrain de jeux clôturé de la municipalité, ou à un terrain de jeux de la municipalité qui n'est pas clôturé mais où un panneau indique que la présence de chiens est interdite;
- 9° pour un gardien d'un chien ou d'un chat d'omettre de faire porter à son animal le médaillon obligatoire en vertu de la section I du chapitre II du présent règlement lorsque l'animal se trouve à l'extérieur d'une maison d'habitation, à l'exception d'un chat de la communauté;
- 10° pour le gardien d'un chien de se trouver sur une voie publique ou dans un parc sans avoir en sa possession des instruments nécessaires à l'enlèvement des excréments qui sont susceptibles d'être produits par son animal, soit une pelle et un contenant ou un sac fait de matière plastique, à l'exception des personnes accompagnées d'un chien d'assistance;
- 11° pour le gardien d'un chien d'omettre de nettoyer par tous les moyens appropriés tout lieu public ou privé sali par les matières fécales dudit animal et d'en disposer dans un contenant autorisé pour les rebuts, à l'exception des personnes accompagnées d'un chien d'assistance;
- 12° pour le gardien d'un animal de compagnie de lui permettre de devenir un animal errant.

## SECTION VI- ANIMAUX SAUVAGES

### 31. Il est interdit :

- 1° de nourrir des *animaux sauvages* sauf au moyen d'une mangeoire à oiseaux;
- 2° d'utiliser un piège pour capturer, blesser ou tuer des *animaux sauvages* ou de *compagnie*;
- 3° d'employer du poison pour capturer, blesser ou tuer des *animaux sauvages* ou de *compagnie*;
- 4° de capturer des *animaux sauvages* ou de *compagnie*, à l'exception de capture à l'aide de cages à capture vivante, lorsque permis par l'autorité compétente.



## SECTION VII - MORSURES DE CHIENS

32. Le gardien d'un chien ne doit pas permettre à son chien d'attaquer ou mordre une personne ou un autre animal sans provocation.
33. Le gardien d'un chien qui a mordu une personne ou un animal et qui, en mordant, a causé une laceration de la peau nécessitant des soins médicaux doit:
- 1° aviser l'autorité compétente de cet événement dans les 72 heures;
  - 2° immédiatement museler le chien en tout temps lorsque celui-ci se trouve à l'extérieur de la maison d'habitation de son gardien, jusqu'à ce que l'expert de la Municipalité ait procédé à son évaluation comportementale;
  - 3° sur demande de l'autorité compétente, apporter le chien au lieu et au jour indiqués dans l'avis écrit transmis par l'autorité compétente afin que l'expert de la Municipalité procède à son évaluation comportementale.
34. Le gardien d'un chien qui a tenté de mordre ou d'attaquer ou qui mord ou attaque sans causer une laceration de peau nécessitant des soins médicaux, doit, sur demande de l'autorité compétente, l'apporter au lieu et au jour indiqués dans l'avis écrit transmis par l'autorité compétente afin que l'expert de la Municipalité procède à son évaluation comportementale.
35. Suite à l'évaluation comportementale effectuée par l'expert de la Municipalité, lorsque, de l'avis de celui-ci, le chien constitue un chien dangereux, le chien est déclaré tel, et son gardien doit, selon les recommandations de l'expert de la Municipalité, inclus dans l'ordre de l'autorité compétente soit:
- 1° Reprendre possession du chien et se conformer aux conditions particulières de garde émises par l'autorité compétente, telles que :
    - a) Le chien doit être stérilisé et muni d'une micropuce dans les sept (7) jours qui suivent la décision de l'autorité compétente;
    - b) Le gardien du chien doit annoncer au moyen d'une affiche visible de la voie publique, la présence d'un chien dangereux sur sa propriété. Cette affiche est fournie par l'autorité compétente aux frais du propriétaire et doit être installée dans les dix (10) jours qui suivent la décision de l'autorité compétente. Cette affiche est reproduite à l'annexe 1 du présent règlement;
    - c) Le gardien du chien doit lui faire suivre une thérapie comportementale. Cette thérapie doit débuter dans les trente (30) jours qui suivent la décision de l'autorité compétente;
    - d) Le gardien du chien doit s'assurer que si l'animal est gardé dans un endroit fermé par une clôture, celle-ci est d'une hauteur minimale de 1,85 mètre et son maillage est suffisamment serré pour empêcher quiconque d'y introduire sa main ou son pied;



- e) Le gardien du chien doit se procurer un permis pour chien dangereux dont le montant est établi par le règlement sur les tarifs, et ce, conformément à l'article 42 du présent règlement, dans les deux (2) jours qui suivent la décision de l'autorité compétente;
  - f) Le gardien du chien doit s'assurer que lorsque l'animal est à l'extérieur de l'unité d'occupation de son gardien, celui-ci est:
    - i) muselé en tout temps;
    - ii) tenu au moyen d'une laisse d'une longueur maximale d'un (1) mètre;
    - iii) sous la surveillance d'une personne âgée de plus de dix-huit ans;
    - iv) maintenu à une distance supérieure à deux (2) mètres d'un enfant âgé de moins de seize ans, sauf ceux du gardien de l'animal.
- 2° Faire euthanasier le chien dans le délai fixé dans l'ordre d'euthanasie, selon les recommandations de l'expert de la Municipalité, émis par l'autorité compétente.

**36.** Suite à l'évaluation comportementale effectuée par l'expert de la Municipalité, lorsque, de l'avis de celui-ci, le chien constitue un chien à risque, l'autorité compétente peut ordonner que le gardien du chien le cède à un refuge pour que l'animal soit placé en adoption dans le délai qui est fixé dans l'ordre de cession selon les recommandations de l'expert de la Municipalité.

Suite à la cession d'un chien à risque à un refuge, dans le cas où le refuge détermine que le chien à risque ne peut pas être placé avec un autre gardien, l'autorité compétente doit émettre un ordre d'euthanasie pour ce chien.

- 37.** Suite à l'évaluation comportementale effectuée par l'expert de la Municipalité, lorsque, de l'avis de celui-ci, le chien ne constitue ni un chien dangereux, ni un chien à risque, le gardien peut reprendre possession de l'animal en remplissant les conditions suivantes:
- 1° en fournissant une preuve de stérilisation de l'animal;
  - 2° en présentant la licence obligatoire en vertu de la section I du chapitre II du présent règlement ou, à défaut de présenter la licence obligatoire, en se procurant une telle licence;
  - 3° en acquittant au refuge les frais d'hébergement journaliers ainsi que les frais de stérilisation, de vaccination et d'implantation de micropuce, le cas échéant.

À défaut de fournir une preuve de stérilisation prévue au paragraphe 1° du premier alinéa, le gardien de l'animal doit le faire stériliser à ses frais dans un délai de dix (10) jours suivant l'évaluation comportementale effectuée par l'expert de la Municipalité et en fournir la preuve à l'autorité compétente.

- 38.** Le gardien qui désire contester l'ordre d'euthanasie ou de cession, doit, dans les cinq (5) jours ouvrables de la réception de l'ordre d'euthanasie ou cession, aviser par écrit l'autorité compétente du nom, coordonnées et qualité de l'expert qu'il a mandaté pour procéder, de concert avec l'expert de la Municipalité, à une seconde évaluation du chien dans un délai raisonnable afin de déterminer si l'animal constitue un chien dangereux ou un chien à risque.



À défaut pour le gardien d'agir dans les délais prévus dans le premier alinéa, l'ordre d'euthanasie ou de cession est maintenu.

L'ordre d'euthanasie ou de cession est maintenu lorsque les experts s'entendent pour déclarer que le chien constitue un chien dangereux ou un chien à risque.

À défaut d'entente entre les experts, le gardien du chien peut reprendre possession de l'animal en se conformant à toutes les conditions particulières de garde énoncées à l'alinéa 1° de l'article 35.

39. Toutes les dépenses encourues par la Municipalité pour les frais d'hébergement journaliers ainsi que les frais de stérilisation, de vaccination et d'implantation de micropuce, le cas échéant, en application de la présente section sont aux frais du *gardien* de l'animal.
40. Commet une infraction :
- 1° le gardien d'un chien visé par l'article 35 paragraphe 2 qui n'a pas, au plus tard dans les 5 (cinq) jours ouvrables suivant l'ordre d'euthanasie émis par l'autorité compétente, apporté le chien chez un médecin vétérinaire ou à un refuge afin qu'il soit euthanasié;
  - 2° le gardien d'un chien visé par 35 paragraphe 2, qui, dans les 5 (cinq) jours ouvrables de l'euthanasie de son chien, fait défaut de fournir à l'autorité compétente une attestation écrite de la personne qui a pratiqué l'euthanasie à l'effet que le chien a été euthanasié.
  - 3° le gardien d'un chien visé par l'article 36 qui n'a pas, au plus tard dans les 5 (cinq) heures suivant l'ordre de cession émis par l'autorité compétente, apporté le chien au refuge désigné dans l'ordre de cession.
41. Si le gardien d'un animal refuse ou néglige de se conformer à un ordre émis par l'autorité compétente en vertu de la présente section, l'autorité compétente peut s'adresser à un juge pour obtenir la permission de capturer et saisir l'animal à l'unité d'occupation de son gardien, ou ailleurs.
42. Nul ne peut être le gardien d'un chien dangereux à l'intérieur des limites de la Municipalité sans avoir obtenu le permis obligatoire pour chien dangereux, conformément à la disposition du présent règlement.
- 1° Le coût du permis pour chien dangereux est de 100.00 \$, tel qu'il est établi par le *règlement sur les tarifs*
43. Toute demande de permis pour chien dangereux doit être effectuée au moyen du formulaire prévu à cette fin et doit indiquer :
- 1° le nom, prénom, adresse et numéro de téléphone du gardien du chien dangereux;
  - 2° la race, le sexe, la couleur, l'âge, le nom et la provenance du chien pour laquelle elle est faite;
  - 3° une preuve de stérilisation;



- 4° le numéro de micropuce, tatouage ou toute autre forme d'identification, si l'animal en possède une.
44. Commet une infraction quiconque contrevient à une condition particulière de garde imposée par l'autorité compétente dans le cadre d'un permis pour chien dangereux.

#### **SECTION VIII - AIRES D'EXERCICE POUR CHIENS**

45. Les aires d'exercice *pour chiens* sont réservées aux chiens.
46. Le gardien d'un chien doit en tout temps surveiller son chien et avoir le contrôle de ce dernier.
47. Il est interdit d'amener dans l'aire d'exercice pour chiens :
- 1° un chien qui présente des symptômes de maladie;
  - 2° un chien non stérilisé;
  - 3° un chien non vacciné;
  - 4° un chien dangereux.

#### **SECTION IX - REFUGE**

48. L'autorité compétente peut capturer, saisir et mettre en refuge tout animal abandonné, chien dangereux, animal errant ou animal qui n'appartient pas à l'une des catégories d'animaux permises en vertu de l'article 57 du présent règlement.
49. L'autorité compétente peut s'adresser à un juge pour obtenir la permission de capturer et saisir un animal à l'unité d'occupation de son gardien, ou ailleurs.
50. Suite à la mise en refuge d'un animal errant, l'autorité compétente doit immédiatement en aviser le gardien de l'animal, lorsque celui-ci est connu.
51. Après l'expiration d'un délai de trois (3) jours suivant l'avis émis au gardien d'un animal errant, lorsque celui-ci est connu, ou après l'expiration d'un délai de trois (3) jours suivant la mise en refuge d'un animal dont le gardien est inconnu ou introuvable, l'autorité compétente peut ordonner que l'animal soit mis en adoption ou euthanasié. L'autorité compétente doit donner la priorité à l'adoption.
52. Malgré les articles 48 à 51, un animal mourant, gravement blessé ou hautement contagieux peut, sur avis d'un médecin vétérinaire, être euthanasié sans délai suivant sa mise en refuge.



53. Suite de la mise en refuge d'un animal abandonné ou un animal cédé au refuge en vertu d'une entente entre le refuge et le gardien, l'autorité compétente peut ordonner que l'animal soit mis en adoption ou euthanasié. L'autorité compétente doit donner la priorité à l'adoption.
54. Le gardien d'un animal errant mis en refuge, à l'exception d'un chien dangereux, ou d'un animal qui n'appartient pas à une des catégories d'animaux permises en vertu de l'article 57 du présent règlement, peut en reprendre possession, à moins que le refuge ne s'en soit départi conformément à l'article 51 ou 52, en remplissant les conditions suivantes :
- 1° en établissant qu'il est le propriétaire de l'animal en fournissant la licence délivrée en vertu de l'article 3 du présent règlement ou une facture d'une clinique vétérinaire;
  - 2° pour un chien, un chat ou un lapin, en fournissant une preuve de stérilisation de l'animal;
  - 3° pour un chien ou un chat, en présentant la licence obligatoire en vertu de la section I du chapitre II du présent règlement ou à défaut de présenter la licence obligatoire, en se procurant une telle licence;
  - 4° en acquittant au refuge les frais d'hébergement journaliers ainsi que les frais de stérilisation, de vaccination et d'implantation de micropuce, le cas échéant.

À défaut de fournir une preuve de stérilisation pour un chien, un chat ou un lapin prévue au paragraphe 2° du premier alinéa, le gardien de l'animal doit utiliser les services de stérilisation et de vaccination du refuge ou, si le refuge n'offre par ce service, d'une clinique vétérinaire désignée par le refuge. Dans ce dernier cas, l'animal doit être livré directement à ladite clinique vétérinaire aux frais du propriétaire.

Il est entendu que l'obligation de stérilisation qui découle des premier et deuxième alinéas s'applique également à un animal de compagnie errant pour lequel un permis d'élevage a été délivré conformément aux dispositions du présent règlement.

#### **SECTION X - MALADIES CONTAGIEUSES**

55. L'autorité compétente peut faire isoler jusqu'à guérison complète tout animal soupçonné d'être atteint d'une maladie contagieuse pour les humains (zoonose), sur certificat d'un médecin vétérinaire.
56. Un gardien qui sait ou soupçonne que son animal est atteint d'une maladie contagieuse pour les humains (zoonose) doit immédiatement prendre tous les moyens nécessaires pour le faire soigner ou euthanasier par un vétérinaire.



## SECTION XI - CATÉGORIES D'ANIMAUX PERMIS

57. Il est interdit à toute personne de garder en captivité à quelque fin que ce soit, un animal ne faisant pas partie d'une des catégories suivantes :
- 1° les chats de compagnie;
  - 2° les chiens de compagnie à l'exception des chiens hybrides;
  - 3° les furets de compagnie stérilisés;
  - 4° les lapins de compagnie;
  - 5° les oiseaux de compagnie, à l'exception des rapaces, des oiseaux ratites et de tout oiseau identifié à l'annexe 1 de la *Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction*, 3 March 1973 (CITES);
  - 6° les amphibiens de compagnie, à l'exception des amphibiens venimeux ou toxiques;
  - 7° les reptiles et les serpents de compagnie, à l'exception des reptiles et des serpents venimeux ou toxiques, des crocodiliens, des tortues marines et des serpents de la famille du python et du boa;
  - 8° les poissons de compagnie, à l'exception des poissons carnassiers et des poissons venimeux ou toxiques;
  - 9° les petits rongeurs de compagnie, à l'exception des petits rongeurs identifiés à l'annexe 1 de la *Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction*, 3 March 1973 (CITES).
58. Malgré l'article 57, il est permis de garder, dans l'un ou l'autre des endroits suivants, un animal ne faisant pas partie d'une catégorie permise :
- 1° un hôpital vétérinaire, pourvu que l'animal soit sous la garde d'un vétérinaire;
  - 2° un refuge;
  - 3° un organisme à but non-lucratif qui garde des animaux de ferme, des animaux sauvages ou des animaux exotiques, non pas pour des fins commerciales, mais dans le but de les réinsérer dans leur habitat naturel aussitôt que possible ou, si la remise en liberté est impossible, de leur offrir les meilleures conditions de vie possible.

## CHAPITRE III - DISPOSITIONS PÉNALES

59. Quiconque contrevient à une disposition du présent règlement commet une infraction et est passible:
- 1° pour une première infraction, d'une amende de 200 \$ à 500 \$;
  - 2° pour une première récidive, d'une amende de 600 \$ à 1 000 \$;
  - 3° pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 1 000 \$ à 2 000 \$.
60. Malgré l'article 59, quiconque contrevient aux articles 9, 14 à 23, 26, 28, 29 ou 31 (paragraphe 2 à 4) du présent règlement commet une infraction et est passible :
- 1° pour une première infraction, d'une amende de 500 \$;
  - 2° pour une première récidive, d'une amende de 1 000 \$;
  - 3° pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 2 000 \$.



- 61.** Dans le cas d'un gardien qui contrevient aux articles 9 ou 14 à 23, l'autorité compétente peut ordonner que le gardien de l'animal le cède à un refuge afin que l'animal soit placé en adoption dans le délai qui est fixé dans l'ordre de cession.

Si le gardien d'un animal refuse ou néglige de se conformer à un ordre émis par l'autorité compétente en vertu du premier alinéa, l'autorité compétente peut s'adresser à un juge pour obtenir la permission de capturer et saisir l'animal au domicile de son gardien, ou ailleurs.

#### **CHAPITRE IV - ORDONNANCES**

- 62.** Le conseil peut désigner par ordonnance :
- 1° tout refuge pour l'application du présent règlement;
  - 2° pour une période spécifique, les mesures nécessaires afin de prévenir ou réduire la propagation d'une maladie contagieuse pouvant mettre en danger la santé publique, lorsqu'il y a des motifs raisonnables de croire à une telle propagation, ainsi que les postes de quarantaine et les cliniques de vaccination désignées aux fins de la mise en œuvre des mesures.

#### **CHAPITRE X - DISPOSITION FINALE**

- 63.** Le présent règlement remplace le *Règlement XXXX* relatif à la garde des animaux et ses amendements.